

***l'Anti*capitaliste**

n°356 | 27 octobre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

BIENVENUE AUX MIGRANTS

**À CALAIS
ET PARTOUT...**



LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

Dossier

**RÉPRESSION
ANTI-SYNDICALE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Wallonie: quand
on veut on peut!**
Page 2

PREMIER PLAN

**Manifestations:
Police partout!**
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**Libye: cinq ans après l'intervention,
le désastre**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Enaut Aramendi de LAB
sur le syndicalisme au Pays basque**
Page 12



édito

Par HENRI WILNO

Wallonie: quand on veut on peut!

C'était plié pour le CETA, le traité de commerce entre l'Union européenne et le Canada, cela malgré la mobilisation internationale (au Canada aussi, car les syndicats s'inquiètent) contre ce texte qui remet en cause les normes sociales et environnementales, libéralise les services publics et permet aux multinationales de traîner les États devant des juges privés. Cinq ans de négociations discrètes, une approbation par les gouvernements, une signature en grande pompe, et en route pour deux ans d'application « provisoire », en attendant que les Parlements nationaux ratifient le couteau sur la gorge, car il est dur de rejeter entièrement un texte en vigueur.

Et patatras, le sol se dérobe sous leur pied! La Belgique est une fédération (Flandre, Wallonie, Bruxelles, etc.) et les régions doivent donner l'autorisation d'approbation d'un traité au gouvernement belge. Le Parlement de Wallonie subordonne son accord à certaines modifications qui ne remettent pas en cause le traité mais visent à en limiter les dégâts. Nos camarades de la LCR belge soulignent qu'il n'y a pas d'illusion à se faire sur les dirigeants socialistes francophones à l'origine de la décision du Parlement: ce sont de fieffés serveurs du capital... mais ils ont besoin de se redonner une image de gauche. Comment est-ce que cela va tourner? On n'en sait rien: tous les gouvernements européens (Hollande en premier lieu) font pression sur les Wallons qui, pour le moment, résistent avec un fort soutien populaire. Mais c'est une formidable leçon de choses pour nous.

En 1997, Jospin et le PS gagnaient les élections législatives: ils avaient annoncé qu'ils ne voulaient pas du Pacte de stabilité européen (traité d'Amsterdam) qui instituait l'austérité. En quelques jours, ils avaient renié leur parole... En 2012, Hollande annonçait qu'il n'allait pas avaler le traité budgétaire européen qui durcit le précédent. Là aussi, en quelques jours, c'est la débâcle... À chaque fois, la raison invoquée est la même: on n'a pas le rapport de forces. Ce que fait la Wallonie aujourd'hui (17 fois moins peuplée que la France!) est une leçon de choses: quand on veut, on peut! Mais il faut une volonté politique et pas la veulerie des socialistes français à genoux en permanence devant le capital, intoxiqués par l'idéologie libérale, et qui préfèrent réprimer le mouvement social plutôt que d'en tenir compte.

Il faut au moins ça pour tenter de faire croire que le gouvernement français serait enfin décidé à traiter humainement les migrantEs. Par quel miracle ferait-il aujourd'hui ce qu'il n'a pas fait avant: offrir un accueil décent, une écoute et une aide matérielle aux réfugiéEs, qu'ils en aient ou non le statut officiel.

Ils veulent « rendre invisibles ces hommes, ces femmes et ces enfants »

Ce gouvernement a donc trouvé 7500 places dans des centres d'accueil et d'orientation (CAO) temporaires. Par humanité? Certainement pas. Comme l'écrit justement la Fasti (Fédération des associations de solidarité avec touTEs les immigréEs), « Il a beau déguiser cette évacuation en opération humanitaire, nous ne sommes pas dupes: il s'agit de déplacements forcés, vers des lieux où les expulsions pourront être organisées loin des projecteurs; il s'agit de rendre invisibles ces hommes, ces femmes et ces enfants et de museler toute résistance et toute solidarité. » Les migrantEs vont être disperséEs dans quatre-vingts départements. Bon nombre de celles et ceux qui partent dans des bus escortés par la police ne savent pas où ils vont atterrir. Ils et elles sont supposés rester qu'un mois dans ces centres. Et ensuite? Combien seront mis en centre de rétention pour être expulsés? Combien seront condamnés à encore plus de clandestinité, encore plus de précarité, donc encore plus de risques pour leur santé et leur vie?

Belles paroles et vrais mensonges

Les gouvernements et leurs ministres de l'Intérieur se succèdent, mais de Sangatte à Calais, les mêmes obsessions électorales guident les mêmes politiques: faire disparaître les migrantEs. En 2002, Sarkozy fermait le centre d'accueil de Sangatte; en 2009, Éric Besson sévisait à Calais, déjà; et aujourd'hui, à nouveau Calais... avec encore plus de migrantEs, le cynisme et l'habillage humanitaire en plus. En tant que ministre du Logement, c'est donc Emmanuelle Cosse qui s'y colle. Elle est chargée de la préparation de la destruction du bidonville de Calais et théoriquement du relogement des milliers de personnes qui y vivent. « Il est hors de question de laisser encore plus longtemps

À la Une

Bienvenue aux migrantEs! Liberté de circulation et d'installation

La destruction du camp de réfugiéEs de Calais ce lundi s'accompagne d'une intense opération de communication. La gigantesque intervention de police – 1250 CRS... en plus des 2000 « habituels » – et de tri des êtres humains devient selon le gouvernement une « mise à l'abri humanitaire ». Et les 700 journalistes accrédités – on devrait plutôt dire « embarqués » comme lors des interventions militaires –, les seuls qui ont accès au camp, nous répètent en boucle, sur l'air du « dormez tranquille braves gens », que tout va bien...



À Paris, lundi 24 octobre, solidarité avec les migrantEs de Calais vs police. PHOTO:THÉÂTRE ROUGE/JMB

ces personnes dans la boue et la détresse», déclare-t-elle, ajoutant que « notre action va permettre aux migrants d'avoir un avenir qui ne soit pas dans la rue ou les camps, parce que cela les abîme et ne leur permet pas de se construire dignement. » De fortes paroles certes... mais un odieux mensonge!

Car c'est bien la rue ou les camps qui attendent la majorité des déplacéEs, quand ce ne sont pas les centres de rétention – qui d'ores et déjà se préparent à recevoir les « récalcitrants » –, prélude à la reconduite à la frontière et à l'expulsion vers la misère, la violence, la répression et la guerre qu'ils et elles ont fui.

Refuser la fausse alternative

Le respect des droits et de la dignité nous impose de refuser de choisir entre deux « réponses » inhumaines et dramatiques, de refuser la fausse alternative entre d'un côté le bidonville tel qu'il est avec ses conditions exécrables, dangereuses et insalubres, et de l'autre le « démantèlement », c'est-à-dire le déplacement forcé, sous la menace policière, vers des destinations non choisies.

Tant que les frontières seront fermées, à Calais comme à Vintimille (entre l'Italie et la France), celles et ceux qui ont déjà affronté tant de dangers, franchi tant d'obstacles

pour arriver en Europe au péril de leur vie, se regrouperont dans des bidonvilles dans l'espoir de « passer ». Tant que la France refusera à ces femmes, hommes et enfants, la liberté de s'installer où ils veulent, de chercher du travail et un logement, ils et elles chercheront à se rendre dans un autre pays, un peu moins inhospitalier (malgré ses grandes déclarations, la France n'a accueilli que 5000 SyrienEs alors que la Suède en accueille 50000 et l'Allemagne plus d'un million...). La seule solution reste bien l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation.

Christine Poupin

IRAK

Mossoul, la guerre comme horizon

La grande ville du nord de l'Irak concentre actuellement les efforts de guerre de la coalition disparate, dont l'armée française, qui a entrepris de chasser l'État islamique (Daesh). Mais à quel prix?

Mossoul est une ville de 1,5 million d'habitants au nord de l'Irak, et un carrefour économique et humain. Elle était tombée en juin 2014 devant l'offensive sanguinaire de Daesh en Syrie et en Irak. La principale raison en était l'incurie du gouvernement irakien mis en place lors de l'occupation

états-unienne, et les exactions commises par les milices confessionnelles auxquelles il s'était adossé. La corruption galopante avait abouti, d'une part, à ce que l'armée et la police irakienne n'étaient fortes de plusieurs dizaines de milliers d'hommes que sur le papier, et ce qu'il en restait s'était rapidement démoralisé et avait fui lors de l'assaut déterminé de Daesh.

D'autre part, après la destruction de l'État de Saddam Hussein sous une invasion étrangère (ce qui avait provoqué des sentiments mitigés), la population de Mossoul était excédée d'avoir un nouvel État incapable, lui aussi violent et injuste, se sentant occupée par des milices chiites alors qu'elle est majoritairement sunnite. L'installation du régime théocratique et militariste de Daesh renforcé par

d'anciens cadres de l'appareil sécuritaire baathiste n'avait donc dans son ensemble pas été mal accueillie, bien qu'accompagnée d'horribles exactions et même de massacres, car elle s'était traduite par la reprise de certaines fonctions de base d'un État (approvisionnement, services publics...) pour la masse de la population.

Un régime irakien discrédité

Le jusqu'au-boutisme djihadiste des leaders de Daesh, s'attaquant en même temps à tous les pouvoirs régionaux et aux occidentaux, a provoqué une « coalition antiterroriste » qui l'a difficilement mais lentement fait reculer. Le régime irakien lance maintenant l'assaut contre Mossoul car il est discrédité à Bagdad même, et cherche à tout prix à regagner une légitimité,

tout comme ses alliés d'ailleurs. Il n'a aucune politique pour rallier la population locale, mais s'appuie sur le parrainage commun – et improbable – des gouvernements américain et iranien, et sur certaines milices chiites qui terrifient les populations presque autant que Daesh. Il compte aussi sur des alliances plus ou moins conflictuelles avec les forces du gouvernement autonome kurde irakien, avec des milices de minorités, mais aussi avec des milices sunnites sponsorisées par la Turquie.

Pendant ce temps, la Russie et l'Iran se chargent d'empêcher les combattants de Daesh de se replier vers la Syrie. Avec l'intervention des forces turques d'Erdogan, l'affrontement n'est pas loin: celui-ci manie, en particulier depuis l'échec du coup d'État qu'il a subi cet été, une rhétorique très agressive, proclamant que la région de Mossoul fait partie de la zone d'influence turque

BIEN DIT

Au vu des images abondamment diffusées ces derniers jours dans les médias, l'Union syndicale Solidaires prend note qu' (...) il est tout à fait possible d'organiser, sans intervention des forces de l'ordre, des manifestations et des rassemblements non déclarés, avec des participantEs encagoulés et armés. (...) Ne pouvant imaginer qu'il existerait, aux yeux du gouvernement, une tentation d'appliquer une politique basée sur l'arbitraire, nous vous demandons donc de prendre toutes les mesures afin que soit abandonnées les poursuites dont ont pu être victimes notamment des participantEs à la lutte contre la loi « travail », à la solidarité avec les réfugiéEs ou à la défense de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Extrait de la lettre pleine d'ironie envoyée par SOLIDAIRES aux ministres de l'Intérieur et de la Justice vendredi 21 octobre à propos des manifestations de policiers.

Un monde à changer

HOLLANDE S'EN VA-T-EN GUERRE. TV et radios nous ont gratifié ces derniers jours d'images de militaires français engagés dans la « bataille de Mossoul ». D'après les chiffres même du ministère français de la Défense, 500 militaires français sont présents en Irak : un détachement d'artillerie de 150 soldats déployé sur la base de Qayyarah-Ouest (à 65 km au sud de Mossoul) avec quatre canons de gros calibre d'une portée de 40 km, près de 200 des forces spéciales au Kurdistan, 150 soldats à Bagdad. S'y ajoutent 500 militaires en Jordanie et aux Émirats arabes unis en charge de 12 avions Rafale participant à l'offensive, ainsi que les effectifs (de l'ordre de 3000) du porte-avions Charles-de-Gaulle (avec 24 Rafale). Même si ces forces ne représentent qu'une part infime de celles mobilisées vers Mossoul, l'armée française est bel et bien directement engagée. Cette intervention a été décidée par le seul François Hollande dans le secret des conseils de défense hebdomadaires à l'Élysée, cela

sans, pendant des mois, la moindre information du Parlement. Une nouvelle illustration de ce qu'est la v^e République et la pratique du PS au pouvoir. Les interventions extérieures de l'armée française se multiplient par des décisions arbitraires du président, ce qui serait inimaginable dans les autres États bourgeois. Ainsi, en Grande-Bretagne et aux USA, les dirigeants ont menti aux députés pour leur arracher leur consentement à des interventions extérieures (Irak, Libye). En France, ce n'est même pas nécessaire, le président tranche... Tout cela se fait, bien entendu, dans une grande opacité budgétaire : en 2016, 450 millions avaient été prévus pour les opérations extérieures, alors que la facture sera finalement supérieure à 1,1 milliard d'euros... C'est la même chose chaque année, et sans problème, on trouve de l'argent en ponctionnant d'autres crédits. Comme le dit la chanson, « Hollande, s'en va-t-en guerre, Ne sait quand reviendra »... Mais peu lui importe, car ce sont bien les peuples qui payent et subissent.

Tout cela se déroule pendant un état d'urgence permanent depuis novembre 2015. Et que ces policiers appliquent contre toutes nos mobilisations !

Une colère politique

Certes leur colère est immense après l'agression inacceptable et terrible de leurs confrères à Viry-Châtillon (91). Ils revendiquent donc logiquement plus de moyens humains et matériels, reprochant au gouvernement de ne pas les prendre en considération. Ils accusent à nouveau de laxisme la justice qui ne sanctionnerait pas assez durement les délinquants, et surtout ils veulent une nouvelle législation sur la légitime défense des policiers qui leur reconnaîtrait systématiquement la présomption d'innocence. Un permis de tirer les premiers ? Ce type de mobilisations « hors la loi » de policiers se sont souvent déroulées dans des moments de délégitimation forte des différents gouvernements. À chaque fois, elles les ébranlent davantage et peuvent même être les prémisses de bouleversements si des forces politiques d'opposition les soutiennent. C'était ainsi le cas en 1958, où la manifestation de policiers avait précipité la fin de la IV^e République, le retour de de Gaulle et la création de la V^e République.

Par la suite, les réponses démagogiques des gouvernements aux manifestations policières non seulement les ont fait vaciller un peu plus, mais ont toujours favorisé la poussée de l'extrême droite...

Le FN en soutien (inconditionnel)... Aujourd'hui encore, s'ils n'étaient sans doute pas dans la rue, tous les

MANIFESTATIONS Police partout!

Des policiers – certains masqués, armés, en uniforme, parfois avec des véhicules de service, voire sur leur temps de travail, manifestant en toute illégalité et impunité – marchent sur l'Élysée en chantant la Marseillaise et exigent la démission du directeur de la police, du ministre de l'Intérieur et du président de la République...

LES POLICIERS SONT SUR LES GENOUX...



cadres du FN ont volontiers twitté leur soutien aux policiers. Car la plupart de leurs revendications sont déjà des promesses électorales du FN : « présomption de légitime défense pour les policiers et gendarmes, tolérance zéro, aggravation de toutes les peines contre les coupables de violences verbales ou

physiques contre tout représentant de l'État, durcissement de toute la chaîne pénale, anonymat des plaintes des policiers contre leurs agresseurs »... Et en cas de victoire du FN à la présidentielle est promise la tenue d'un référendum dans lequel les électeurs auront à choisir « entre le rétablissement de la

peine de mort ou la réclusion criminelle à perpétuité réelle ».

Tout cela ne manque pas de séduire une partie des policiers : en mai dernier, une enquête du Cevipof révélait que 56% choisiraient de voter Marine Le Pen. Alors celle-ci ne ménage pas son soutien : « la sécurité n'est plus assurée dans notre pays, cela met en jeu la liberté et même la vie de chacun d'entre nous », et bien entendu, « cette flambée de l'insécurité trouve son origine en grande partie dans la montée continue de l'immigration et de l'échec de l'assimilation ». Elle promet donc aux policiers la satisfaction de toutes leurs revendications et la restauration de l'État et de son autorité.

Avec ses atteintes sérieuses aux droits et libertés et la toute-puissance du ministère de l'Intérieur, l'état d'urgence remet en cause politiquement « l'État de droit ». Son application est la mission de la police qui réclame alors toujours plus de moyens et de liberté d'action. Un engrenage dangereux qui dessine peu à peu l'État policier, les pressions policières actuelles pour durcir encore les lois contre nos droits et libertés étant belles et bien un pas de plus dans cette direction. Stopper cet engrenage tout-sécuritaire, cela commence par mettre fin immédiatement à l'état d'urgence.

Roseline Vachetta

par droit historique, et par nécessité actuelle de protéger les populations sunnites de l'expansionnisme chiite.

Vers une catastrophe humanitaire et politique ?

Les premiers jours de l'offensive militaire contre les environs de Mossoul sont présentés comme des grands succès. La multiplication des bombardements occidentaux, l'avancée des forces kurdes au nord et à l'est, de l'armée irakienne au sud, est relatée par les médias comme assez désordonnée, mais tuant essentiellement des membres de Daesh, sans dégât pour la population locale autre que les pollutions des incendies, tout cela accompagné de la joie des minorités comme les chrétiens...

On aimerait le croire, et on aimerait surtout que cela ne bascule pas dans la catastrophe humanitaire et politique quand les combats se rapprocheront

des zones densément peuplées. Mais on a toutes les raisons de s'inquiéter, quand on connaît le bilan des précédentes interventions du même genre, quand on entend les organisations humanitaires s'inquiéter du déplacement probable de centaines de milliers de personnes presque sans aide, quand on connaît la propension des aviations diverses à bombarder les installations civiles dès que les combats deviennent durs, et celle de la plupart des milices à pratiquer la terreur.

Arrêt immédiat des bombardements!

Pendant ce temps, d'autres villes du Moyen-Orient sont victimes de bombardements meurtriers au nom d'une « lutte antiterroriste » qui justifie tout et ne règle rien. Ainsi en Syrie, les forces russes de Poutine et le régime d'Assad ont rapidement mis fin à une nouvelle trêve à Alep. Au Yémen, il en



Les forces irakiennes à l'entrée du village d'al-Khuwayn, au sud de Mossoul, le 23 octobre. DR

est de même pour l'Arabie saoudite et ses alliés, tant choyés par les vendeurs d'armes et de produits de luxe français. C'est pourquoi nous réaffirmons l'exigence que toutes les puissances stoppent immédiatement tous les bombardements au Moyen-Orient, cessent de détruire les vies et les

infrastructures civiles. Il faut aider concrètement à trouver des solutions politiques s'appuyant sur les aspirations de base des populations. Sans cette inversion de logique, il est vain de prétendre éliminer l'emprise du fanatisme djihadiste!
Jacques Babel

Le chiffre

1

Ce samedi 22 octobre, le Qatar a reconnu officiellement son premier mort sur le chantier de la prochaine Coupe du monde de football. Un quasi-paradis pour les travailleurs du bâtiment... Pourtant, le nombre réel de décès dépasserait le millier (1 200 d'après un chiffre souvent cité)!



Agenda

Vendredi 28 octobre, rencontres de La Brèche, Paris. Présentation du roman *Berceaux de guerre* par son auteur Georges Millot, vendredi 28 octobre à 18 h 30 à la librairie La Brèche.

Samedi 5 novembre, fête du NPA 69, Vénissieux. À partir de 15 h, débats, projections, concert... À 19 h, meeting avec Philippe Poutou. Salle Joliot-Curie.

Samedi 5 novembre, fête du NPA 33, Cenon. À partir de 14 h, débats, projections, dédicaces à la librairie, expositions, concert, banquet... À 19 h, allocution d'Yvan Lemaître. Salle Victor-Hugo.

Judi 10 novembre, réunion publique NPA - Alternative libertaire, Grenoble. « L'austérité ne se gère pas, elle se combat », à 20 h à MDH centre-ville, 2, rue du Vieux-Temple.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Écoutez, je n'en ai aucune idée mais (...) ça dépend des tailles. Je pense que ça doit être aux alentours de 10 ou 15 centimes d'euro.

JEAN-FRANÇOIS COPÉ répondant à une question sur le prix d'un pain au chocolat, sur Europe 1 lundi 24 octobre.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

REVENU DE BASE

De l'utopie à
«l'expérimentation»
libérale

En ces temps de chômage, de précarité, de souffrance au travail, l'idée d'un revenu versé à tous, sans condition, et permettant de vivre décemment, peut faire rêver. Mais quand les institutions et les partis qui acceptent de gérer l'austérité s'en emparent, les réveils sont brutaux...

À droite, trois candidats à la primaire ont fait du revenu inconditionnel un élément de leur programme : Frédéric Lefebvre (recalé et rallié à Juppé), Nathalie Kosciusko-Morizet et Jean-Frédéric Poisson (qualifiés). Pour NKM, le revenu versé serait de 450 euros mensuels, financé par un impôt uniforme de 20% (« Flat Tax » à la Thatcher) remplaçant l'impôt sur le revenu (qui proportionnellement taxe davantage les plus riches...). Poisson préconise de substituer le revenu de base à toutes les allocations sociales et familiales, « avec l'objectif de diminuer l'ensemble de ces dépenses de 10% sans perte de pouvoir d'achat pour les familles ».

Du côté des écologistes, Yannick Jadot, arrivé en tête à la primaire, défend, lui aussi, un revenu au niveau de l'actuel RSA, qui serait financé essentiellement par une réforme de la fiscalité. Sa concurrente à la primaire écologiste, Michèle Rivasi, propose un revenu de 800 à 1000 euros.

Parmi les candidats à la primaire du PS, seul Benoît Hamon fait, pour l'instant, du revenu inconditionnel un point clé de son programme. Marie-Noëlle Lienemann s'est uniquement prononcée pour un revenu de base « jeune » (jusqu'à 28 ans). Quant à Montebourg, qui évoquait l'idée dans un livre paru en 2012, il n'en parle plus aujourd'hui... Hamon envisage à terme (plus d'un quinquennat !) un montant de 750 euros. Pour aujourd'hui, il propose, lui aussi, un revenu de base au niveau du RSA socle (524 euros). Quant aux modalités de financement, elles restent floues. Impôt sur le revenu et différentes « niches fiscales » semblent les pistes explorées. Le même flou règne sur les garanties données pour le maintien de la protection sociale. Des flous qui ne sauraient rassurer, pas plus que sa conception du revenu de base comme moyen d'accompagner « la précarisation de l'emploi et la montée en puissance du travail indépendant » jugées inévitables...

Les «expérimentations»
de la mission sénatoriale...

La mission sénatoriale sur le sujet a produit une montagne de papier, sous forme d'un rapport de plus de 400 pages remis le 13 octobre dernier¹. Mais elle accouché d'une souris : la proposition d'une « expérimentation » de 3 ans, ou plus exactement de trois variantes, dont une seule correspond véritablement à un revenu inconditionnel (au niveau du RSA). Les deux autres formules ne changent rien au système actuel d'aides humiliantes et stigmatisantes, accordées sous condition. Dans un cas, il faudrait justifier l'utilisation des 500 euros accordés, dans l'autre, il faudrait faire la preuve de sa bonne volonté à chercher un emploi ou une formation. Exactement ce que dénoncent – à juste titre – les défenseurs du revenu de base. En fait « d'avancée », le rapport sénatorial est plutôt un enterrement de première classe...

Loin de l'outil annoncé permettant à la fois de vivre décemment, et de gagner de l'autonomie vis-à-vis d'un travail aliénant, les propositions du Sénat et des candidats aux primaires de « gauche » comme de droite, malgré leurs nuances, ne font qu'accompagner la précarisation de la société. Une réponse anticapitaliste au chômage, à la généralisation de la précarité, à la baisse des salaires, au démantèlement de la protection sociale, n'en est que plus urgente. Fondée sur un salaire ou un revenu de remplacement au moins égal au SMIC revendiqué – 1700 euros net –, le partage du travail (et donc du temps de loisirs) entre touTEs et l'extension de la Sécurité sociale et du domaine de la gratuité, elle suppose une modification de la répartition des richesses entre salaire (direct ou socialisé) et profits. À l'opposé de toutes les solutions libérales.

J.C. Delavigne

1 – Rapport du Sénat disponible à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/rap/r16-035/r16-035.html>

HOLLANDE ET LE PS

Rupture et liquidation

Au plus bas dans les sondages dans l'opinion publique, Hollande s'est totalement discrédité au sein de son propre parti suite à la parution de son livre d'entretien avec deux journalistes.

Mépris, inconscience ? Hollande pensait peut-être réaliser un bon coup publicitaire en publiant *Un président ne devrait jamais dire ça*, un recueil de ses confidences auprès des journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme avec lesquels il s'est entretenu plus d'une centaine d'heures.

«Hara-kiri»

Des confidences dont certaines étaient destinées à alimenter la presse people comme celles sur ses relations avec ses compagnes et d'autres qui, sans aucune réserve ni retenue, enlèvent ce qui lui restait de vernis de gauche. Les juges y sont traités de « lâches », un leitmotiv à droite et à l'extrême droite, où est condamné le prétendu laxisme de la justice.

Il y fait aussi étalage de ses préjugés réactionnaires sur l'immigration ou l'islam. « Je pense qu'il y a trop d'arrivées d'immigration qui ne devraient pas être là ». « Qu'il y ait un problème avec l'islam, c'est vrai, nul n'en doute », s'est-il confié. Enfin, quand il révèle qu'il a décidé, comme d'autres avant lui, des assassinats ciblés opérés par les services secrets, c'est pour s'en vanter...

Dans son livre, Hollande révèle encore qu'il avait souhaité, avec Manuel Valls, la disparition du PS,



« un acte de liquidation », un « hara-kiri », pour donner naissance à un « Parti du progrès ». Formellement, les deux hommes n'ont pas mis en œuvre ce projet... mais au final, ils auront bien réussi à liquider le PS.

L'air de rien...

Quelques jours après la publication de son livre, Hollande se rendait à Florange, où il n'a réussi qu'à mettre en lumière son mépris des ouvriers à qui il avait fait en 2012 de fausses promesses. « Quand Florange est citée, certains pensent à la fermeture d'usine, à des licenciements, alors

que ce sont des embauches, des investissements. [...] Florange n'est pas un souvenir mais un avenir et le signe que le combat a été gagné », a-t-il cyniquement déclaré.

Un peu plus tard, en visite à la Maison de l'Amérique latine, à Paris, il déclarait comme si de rien n'était qu'il irait « jusqu'au bout » (de sa candidature)... alors que 86% des personnes sondées par l'Ifop au même moment affirmaient ne pas le vouloir comme candidat. Seulement voilà, les principaux dirigeants de ce qui reste encore son parti, le PS, l'ont bel et bien

lâché. Le président de l'Assemblée nationale, Bartolone, le secrétaire général du PS, Cambadélis, un ancien parmi ses plus fidèles, Ayrault... et même Valls qui a endossé en quelques heures le costume de présidentiable !

Majorité introuvable

Mieux, à l'Assemblée nationale, une majorité de députés socialistes ont voté contre l'avis du ministre des Finances, Sapin, plusieurs amendements sur le budget : baisse de la CSG pour les retraités modestes, élargissement de la taxe sur les transactions financières, durcissement de la fiscalité sur les actions gratuites – qui ont fait hurler les organisations patronales et les marchés financiers – et allègement accru de l'impôt sur les sociétés. Rien de révolutionnaire en soi, mais des gestes qui montrent que les parlementaires du PS ne se sentent plus assujettis à une quelconque solidarité avec le gouvernement. C'est que les élus socialistes pensent, au-delà de l'élection présidentielle, aux prochaines législatives et à leur réélection...

Voilà qui promet une déconfiture accélérée pour le gouvernement et le Parti socialiste. Mais la raison de fond de ce fiasco, au-delà des personnalités peu reluisantes des uns ou des autres, est qu'il n'y a pas de politique ne serait-ce qu'un tant soit peu progressiste possible sans rupture avec les grands groupes industriels et financiers et les institutions de l'État, sans que le monde du travail et de la jeunesse imposent par leurs mobilisations les droits de toute la population et un autre gouvernement issu de leurs luttes et de leur auto-organisation.

Galie Trépère

PRIMAIRE ÉCOLOGISTE Du vert bien
pâle qui manque de rouge...

Petit tremblement de terre dans les sphères de la politique politicienne : Cécile Duflot, ancienne ministre, ancienne secrétaire nationale d'Europe Écologie les Verts pendant dix ans, a été éliminée dès le premier tour de la primaire écologiste...

Cette primaire reflète la chute militante d'EÉLV avec 12343 votes, moins de la moitié de ceux de 2011. Ce sont donc Yannick Jadot (député européen, soutenu notamment par la « droite » du parti) et Michèle Rivasi (députée européenne) qui seront au second tour. Sur le fond, les quatre candidats écologistes avaient du mal à se distinguer. En réalité, les mesures proposées restent plus ou moins les mêmes : elles se placent dans la logique d'un capitalisme modéré et régulé, modernisé à la sauce écologique, sans remettre en cause celui-ci. Même le mot productivisme apparaît peu. À peine sont dénoncés le « libéralisme », et la « croissance » comme cap économique unique.

Pas un mot sur la gratuité des transports publics comme moyen de répondre aux besoins... et pas un mot non plus sur la nécessité d'en finir avec la publicité. Il s'agit pourtant de deux axes essentiels pour une politique écologiste qui vise à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre... avec un point de vue collectif et



Tombeurs de Duflot, certes, mais pas du système. DR

social. Les prétendants à la place de candidat écologiste préféreraient défendre la défunte écotaxe, pourtant inutile et injuste.

Curieusement, la question du nucléaire a été peu posée. Bien que tous les candidats souhaitent en sortir, nous n'avons pas eu

beaucoup de chiffres : 10 ans ? 20 ans ? 30 ans ? 50 ans ? Un jour lointain ? On ne sait pas vraiment...

Divisés sur la tactique...

Cécile Duflot a fait les frais de son rôle d'ancienne ministre, et d'ancienne dirigeante d'EÉLV, qui

a initié la politique d'union avec le PS, a mené EÉLV à une bureaucratisme sans fin et a brouillé les positions du parti. De nombreux militants n'en peuvent plus des vieux schémas politiciens (bien que les autres candidats, même si moins médiatisés, soient tout autant des politiciens).

Entre ceux qui ne veulent plus d'accords avec le PS (Delli, Rivasi) et ceux qui pourraient encore « selon le rapport de forces », les protagonistes sont divisés sur la tactique... mais sans grande conséquence. Cela parce que le rapport de forces est tellement dégradé qu'ils ne peuvent rien négocier (en particulier avec un PS qui va tout perdre...). La délimitation tactique est donc placée entre les « bureaucrates » du parti et celles et ceux qui veulent s'ouvrir à la gauche du PS (Delli) mais aussi au centre (Rivasi)... Jadot quant à lui se présente car « il aime la France » et veut réconcilier les Français avec l'entreprise...

Nous partageons avec EÉLV des propositions comme la proportionnelle intégrale et le non-cumul des mandats. En revanche, EÉLV ne souhaite pas en finir avec la présidence de la République, mais simplement diminuer ses pouvoirs... Logique lorsque l'on organise une primaire qui personnalise à outrance le débat politique.

Ce n'est donc pas le ou la candidate d'EÉLV qui offrira une représentation politique nouvelle, porteuse d'une rupture à la fois sociale et écologique avec le système. **Commission nationale écologie**

LIBYE Cinq ans après l'intervention, le désastre

Véritable réquisitoire contre l'intervention militaire en Libye, un rapport parlementaire britannique¹ confirme les critiques exprimées des opposants aux menées bellicistes de Cameron et Sarkozy.



Kadhafi parti, reste le chaos... DR

Livré aux seigneurs de guerre, le pays se morcelle, tandis que les milices font régner la terreur sur les populations civiles et les immigrés en transit.

La France en pole position

En quelques pages le rapport parlementaire analyse en détail l'intervention militaire en Libye dirigée conjointement par David Cameron et Nicolas Sarkozy. Il en souligne les erreurs d'appréciation, la méconnaissance du pays, dénonce les informations erronées et révèle pour la France les véritables raisons de l'intervention. Les auteurs en voient cinq : s'emparer d'une plus grande part du pétrole ; augmenter l'influence de la France en Afrique du Nord, (après la désastreuse proposition de la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie d'aider Ben Ali à mieux réprimer les révoltes populaires en Tunisie)² ; améliorer la situation politique intérieure ; donner une occasion à la France

de s'afficher comme une puissance militaire ; réitérer sa mainmise sur son pré carré africain. Le rapport estime par ailleurs que la menace contre les civils a été largement exagérée, se fondant uniquement sur la rhétorique de Kadhafi, alors que les faits infirment ses diatribes. En effet, les villes qui ont été reprises par ses troupes n'ont pas donné lieu à des massacres de civils.

Violation de la résolution de l'ONU

Si l'objectif était réellement la protection des rebelles de Benghazi comme l'indiquait Juppé à l'ONU : « *chaque jour, chaque heure qui passe alourdit le poids de la responsabilité qui pèse sur nos épaules* »³, alors les attaques aériennes auraient écarté le danger en 24 heures, comme le note le rapport. L'intervention militaire visant à établir une « No Flight Zone » s'est transformée en une intervention de « No Drive Zone » contre les troupes de Kadhafi.

La résolution 1973 de l'ONU avait pour but la protection des civils... Elle a été largement travestie, comme en témoigne le déploiement des forces militaires. Ce sont en effet près de 60 navires de guerre, 216 avions de combat, 80 hélicoptères et 84 avions de support qui ont été mobilisés avec une implication de quinze pays occidentaux, auxquels se sont joints le Qatar, les Émirats arabes unis et la Jordanie⁴.

Le rapport des parlementaires britanniques confirme aussi une autre violation de la résolution instaurant un embargo militaire total sur le pays. Ainsi par le biais du Qatar et des Émirats arabes unis, des missiles anti-chars français Milan ont été fournis aux rebelles.

Civils et migrants, premières victimes

La situation se dégrade en Libye. Il y a un an, deux grands pôles se sont formés : une autorité à Tripoli soutenue par les forces de Fajr Libya

(Aube de la Libye) généralement qualifiée d'islamiste, et celle de Tobrouk, avec le général Haftar soutenue par l'Occident...

Avec les accords de Skhirat au Maroc, parrainés par la communauté internationale, un gouvernement d'union nationale s'est formé conduit par Fayez-Al-Sarraj. Soutenu par Fajr Libya, il a pu s'installer à Tripoli mais a été rejeté par Tobrouk. Le gouvernement de Fayez-Al-Sarraj n'arrive toujours pas à s'imposer sur l'ensemble du pays et perd de l'autorité dans la capitale avec l'éclatement de Fajr Libya. On assiste à un émiettement des milices dû notamment à l'arrêt du paiement des salaires. Des miliciens sombrent désormais dans le banditisme, faisant régner à Tripoli un sentiment d'insécurité rarement atteint.

La Libye s'est transformée en véritable enfer pour les migrants subsahariens. Ils sont kidnappés, torturés, violés, réduits en esclavage et font l'objet de demandes de rançon. Ce qui n'empêche pas l'Europe d'envisager des accords en matière de migration avec la Libye⁵... L'impératif humanitaire de nos dirigeants a subitement disparu...

Paul Martial

1 - Libye: Examination of intervention and collapse and the UK's future policy options

2 - http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/13/tunisie-les-propos-effrayants-d-alliot-marie-suscitent-la-polemique_1465278_3212.html

3 - <http://www.lefigaro.fr/international/2011/03/17/01003-20110317ARTFIG00557-libye-le-regime-affirme-etre-aux-portes-de-benghazi.php>

4 - Étude 27 IRSEM - Réflexions sur la crise libyenne, sous la direction de P. Razoux

5 - <https://www.amnesty.ch/fr/pays/moyen-orient-afrique-du-nord/libye/docs/2016/12019europe-risque-de-favoriser-d2019horribles-violations>

ASIE DU SUD Quadrillage militaire au Cachemire « indien », ombre chinoise au Cachemire « pakistanais »

En 1947, lors de la partition de l'Empire des Indes britannique (opérée selon une logique confessionnelle), la grande majorité de sa population étant musulmane, il aurait dû être intégré au Pakistan. Mais il était alors un « État princier » vassalisé par Londres et dirigé par un maharaja hindou, étranger, prêt à opter pour l'Inde.

C'est dans ce contexte qu'éclata la première guerre indo-pakistanaise, le cessez-le-feu laissant place à une ligne de démarcation (et non à une frontière reconnue par traité). Aujourd'hui, l'Inde contrôle l'État du Jammu-et-Cachemire, et le Pakistan l'Azad Cachemire et le Gilgit-Baltistan. Quant à la Chine, elle a pris possession de l'Aksa Chine et de la vallée de Shaksgam.

Gilgit-Baltistan, la pression chinoise

L'influence de la Chine au Pakistan est très importante, mais pendant longtemps elle n'a pas provoqué de tension ouverte au Cachemire. La situation change. La politique de « mise en valeur » des confins himalayens par Pékin a créé une nouvelle donne à la frontière pakistanaise... Un « corridor économique » est en chantier qui doit relier Kashgar (dans le Xinjiang chinois) au port

Le Cachemire est situé à l'extrémité occidentale de l'Himalaya. Frontalier de l'Afghanistan, ce territoire est aujourd'hui divisé : sous administration et occupation indienne au centre et au sud du pays, pakistanaise au nord-ouest et chinoise au nord-est.



Un Cachemiri face à un policier indien, lors d'une manifestation à Srinagar. DR

pakistanaise de Gwadar, sur la mer d'Arabie. L'inquiétude de la population est vive au Gilgit-Baltistan, confrontée à de gigantesques travaux d'infrastructure et à une mainmise chinoise grandissante.

Jammu-et-Cachemire, une occupation militaire brutale

Mais c'est côté Inde que la situation est aujourd'hui la plus dramatique. Des mouvements irrédentistes réclament le rattachement au Pakistan, et quelques autres la reconstitution

d'un État indépendant. La situation n'a jamais été pacifiée. Les armées se font face sur 120 km de front. Les services secrets poursuivent des opérations de déstabilisation avec l'aide, côté pakistanais, de mouvements islamistes radicaux. New Delhi n'a jamais organisé le scrutin d'auto-détermination promis en 1948, sa politique se réduisant pour l'essentiel à une tentative d'intégration forcée. Les racines de la résistance populaire à l'occupation indienne sont avant tout endogènes. L'exécution

sommaire en juillet dernier de Burhan Wani, un commandant du Hizbul Mujahideen, a une nouvelle fois mis le feu aux poudres. Depuis, une chape de plomb s'est abattue sur le territoire. Quadrillage militaire, terreur d'État, médias muselés, assassinats, viols, pouvoirs spéciaux accordés à l'armée et impunité garantie aux corps de répression, campagne de haine contre les Cachemiris alimentée en Inde via les réseaux sociaux, mobilisation de l'idéologie hindouiste radicale pour identifier tout musulman à un terroriste... Les Cachemiris se retrouvent otages du jeu de trois puissances régionales, soumis à une occupation militaire brutale dans le Jammu-et-Cachemire. Le plus urgent est d'assurer, côté indien, une aide aux victimes de la terreur d'État, de sanctionner les exactions commises par les militaires et paramilitaires et de réunir enfin les conditions de l'exercice du droit d'autodétermination, avec notamment la démilitarisation du territoire et la restauration de la liberté de la presse.

Pierre Rousset

ARGENTINE

« Nous faisons grève parce que nous nous voulons en vie ! »

« Nous sommes les femmes au foyer, les travailleuses, les professionnelles, les ouvrières, les chômeuses, les militantes, les artistes, les mères et les filles, les femmes de ménage... que tu vois dans la rue, celles qui sont dans ton quartier... »

Celles qui marchent seules ou accompagnées, celles qui décident d'avorter ou pas..., celles qui décident comment et avec qui vivre leur sexualité... Nous sommes nombreuses... et nous avons un cri en commun : pas une femme de moins ! Nous nous voulons en vie ! C'est pour cela que nous sommes en grève (#Nosotras Paramos). Et notre appel est aussi régional : la Bolivie, le Chili, le Mexique, le Pérou, l'Uruguay, le Costa Rica, le Guatemala et le Salvador. Dans toute l'Amérique latine nous marchons ensemble parce que l'Amérique latine sera féministe ou ne sera pas. Contre le féminicide et contre la précarisation de nos vies. »



À Buenos Aires mercredi 19 octobre. DR

Voilà un résumé de l'appel à la grève de femmes fait par le collectif #NiUnaMenos. Ce qui a déclenché cette action est une vague de meurtres de femmes en Argentine, dont le paroxysme fut le kidnapping, le viol et l'assassinat d'une adolescente de 16 ans dans la ville de Mar del Plata. Le kidnapping s'est produit en même temps que la police réprimait brutalement la manifestation de clôture de la Conférence nationale des femmes à Rosario, un événement annuel dont le thème est la revendication de la dépénalisation de l'IVG.

De Santiago à Oaxaca...

Le 19 octobre, des milliers de femmes, habillées en noir comme les femmes polonaises la semaine précédente, ont abandonné les foyers, les écoles, les usines, les bureaux pendant une heure et se sont regroupées, en faisant sonner les casseroles et en portant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Si ma vie n'a aucun valeur, produisez sans moi ! » et « Excusez-nous mais ils sont en train de nous tuer ! »

A Buenos Aires, en dépit de la pluie qui s'est abattue pendant toute la journée, des milliers de femmes venues du centre-ville et des banlieues pauvres du grand Buenos Aires, des hommes et des enfants se sont rassemblés en fin d'après-midi autour de la place de l'Obélisque pour marcher sur la place de Mai. Dans les 30 villes les plus importantes d'Argentine, et dans toute l'Amérique latine, de Santiago du Chili à Oaxaca au Mexique, les femmes ont marché contre la violence qui leur est faite. En Europe, il y a aussi eu des manifestations de soutien dans plusieurs villes, dont Paris et Copenhague.

Avec une hypocrisie absolue, se disant « ému » par la réponse populaire à l'appel de #NiUnaMenos, le président argentin Mauricio Macri a promis son soutien au mouvement. Il a bien sûr dû oublier qu'il venait de dissoudre le service qui enquête sur les cas de meurtres de femmes, d'éliminer le programme d'éducation sexuelle, et de créer un programme pour éradiquer les violences faites aux femmes... sans même lui attribuer un budget !

Virginia de la Siega

LA RÉPRESSION AU CŒUR DE LA POLITIQUE DE RÉGRESSION SOCIALE

Certes, avec le refus d'amnistie des militantEs condamnés ou poursuivis pour des actions syndicales dès les premiers mois du quinquennat de Hollande, nous étions éclairés sur la volonté de ce gouvernement de s'inscrire dans la prolongation des politiques répressives des gouvernements de droite qui l'avaient précédé...

Du côté des mobilisations, dans un premier temps un certain attentisme était perceptible dû à la fois à des bribes d'espoirs dans la politique d'un gouvernement de « gauche », et une certaine sidération devant les premières mesures économiques entièrement favorable au patronat.

Les traditions des gouvernements de gauche offrent un large éventail de politiques en matière de soutien ou de répression du mouvement syndical et revendicatif, de la brutale répression de la grève de mineurs de 1948 aux droits nouveaux des salariéEs octroyés au départ du premier septennat mitterrandien... Ce sont les circonstances historiques d'accès au pouvoir de ces gouvernements qui déterminent la réalité d'une politique dont l'objectif est d'assurer la permanence de la domination de la bourgeoisie, quelles qu'en soient les implications en matière de politique économique, sociale, coloniale, répressive.

Une répression multiforme

L'installation dans une crise économique (re)devenue le fonctionnement normal du capitalisme impose au patronat et gouvernement « socialiste » une politique économique radicalement antisociale. Le pendant en est une politique répressive qui couvre à la fois le soutien aux politiques antisociales du patronat, des municipalités, et son accompagnement par une politique répressive spécifique de l'État appuyé sur un appareil judiciaire aux ordres. Cela sans oublier le fichage ADN et une loi sur le renseignement renforçant les contrôles des citoyenEs avec dans le viseur les militantEs.



Tous les champs de l'activité militante sont visés depuis l'hébergement syndical, l'entrave dans l'exercice des fonctions syndicales, la discrimination sur les déroulements de carrière liée à l'appartenance syndicale, la répression syndicale individuelle dans l'entreprise, la répression syndicale collective dans l'entreprise, la criminalisation lors d'actions collectives hors entreprise...

Du « dialogue social »

Ces politiques marquent une rupture qui s'inscrit dans la logique de celles engagées depuis plusieurs années dans différents pays. Depuis les politiques brutalement répressives de l'ère Thatcher-Reagan jusqu'à l'intégration

plus ou moins forcée mise en œuvre aux USA, en Espagne, en Allemagne ou en Italie. En France, même sous le gouvernement Sarkozy, l'heure était à la tentative de consolidation de l'intégration de l'ensemble des organisations syndicales autour de la CFDT, avec la loi sur la représentativité censée permettre de faire le tri entre organisations syndicales misant totalement sur le « dialogue social » et celles qui s'appuient encore sur les mobilisations des salariéEs. Dans l'entreprise, cette politique se décline avec des attitudes différenciées suivant la combativité des délégués, des éluEs, des militantEs, voire des « simples » salariéEs. Le fait nouveau est l'attitude répressive qui se développe dans les

secteurs publics ou ex-publics. Au total, 40% des salariéEs estiment que le fait d'être syndiquéE est un inconvénient.

Vers l'État policier

Au niveau des localités, cela se traduit par la multiplication des attaques contre les moyens octroyés aux organisations syndicales, avec notamment la mise à disposition de locaux pour les unions locales mais aussi les poursuites pour collages d'affiches, blocages de rues, voire distributions de tracts à des automobilistes sur la voie publique. La mobilisation contre la loi travail a été l'occasion d'une amplification de cette politique répressive dans le cadre d'un climat anxieux et répressif dans la foulée et au prétexte des attentats terroristes. Face au risque d'une extension de la mobilisation, la répression brutale a partiellement réussi à décourager la participation aux manifestations, barrages ou blocages.

D'une politique répressive passive faite essentiellement de dissuasion quotidienne, on est donc passé à une politique offensive qui vise à briser toute riposte, toute combativité. C'est tout l'enjeu des mobilisations au côté des Goodyear, de ceux d'Air France. Au delà des centaines de militantEs inculpés, condamnés en silence, il est décisif d'obliger le gouvernement à renoncer à sa politique, de faire comprendre au patronat que nous sommes solidaires. Une solidarité indispensable pour préparer les batailles de demain contre les prochaines offensives patronales et gouvernementales.

Robert Pelletier

RÉPRESSION À TOUT-VA

Des jeunes, scolarisés ou pas, des militantEs, des salariéEs simplement venus manifester... On compte plus de 200 poursuites et procès contre celles et ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois contre la loi travail, y compris sur des accusations les plus délirantes comme celle, pour un street medic d'avoir porté sur son casque... une croix rouge! À cette longue liste vient s'ajouter les sanctions mises en œuvre dans les entreprises par des patrons revanchards, encore plus difficiles à dénombrer.

Les cas les plus emblématiques, comme ceux d'Air France et des Goodyear qui constituaient eux les prémices de la mobilisation, ne doivent pas éclipser toutes les autres situations de répression. Quelques exemples ci-dessous et autant d'occasions de se mobiliser dans les semaines qui viennent.

Les six de Haguenau

Le 19 mai dernier, à l'occasion d'une nouvelle journée nationale de mobilisation contre la loi El Khomri, un barrage filtrant est installé sur un rond-point d'une zone industrielle, à l'instar d'autres actions menées le même jour par des milliers d'autres manifestantEs à travers le pays. Ce sont 6 des 200 militantEs CGT, FO et Solidaires présents ce jour-là, qui sont convoqués à la demande du procureur de la République le 9 novembre prochain, devant la justice pour répondre des faits d'« organisation de manifestation sans autorisation » et d'« entrave à la circulation ».

La chasse aux militantEs est ouverte

Les plus investis dans la lutte sont davantage ciblés. C'est ce qui est arrivé à Valentin à Lille et à Martin à Saint-Étienne, tous deux syndiqués à la CGT. Le premier, également membre d'Alternative libertaire, a été placé en détention préventive plusieurs semaines dans l'attente de son procès après avoir refusé la comparution immédiate. Le second, responsable local des JC, s'est vu condamné à 8 mois de prison avec sursis pour avoir prétendument violé, seul et en moins de deux minutes, sept policiers... Il a fait appel du jugement, l'inscription de la peine à son casier judiciaire compromettant son orientation professionnelle vers un poste dans le secteur public à l'issue de ses études.

Policiers vs postiers

Alors qu'ils se rendaient à la manifestation parisienne engagée du 23 juin 2016, des postiers refusent d'obtempérer lors de la fouille une fois arrivé à l'énième barrage policier qui contrôle le périmètre de cette dernière : il est vrai que, sous le régime de l'état d'urgence, la hampe d'un drapeau syndical peut devenir une arme par destination... Mal leur en a pris : parmi eux, Adil de SUD Poste 92, se fait non seulement violenter (ainsi qu'un autre militant) par la police, mais est placé en garde à vue pour être ensuite déféré au parquet. Il est finalement libéré 48 heures plus tard suite à la pression militante et passera en procès pour des faits supposés de rébellion et violence sur agents dépositaires de la force publique le 13 décembre prochain au TGI de Paris.

À la SNCF, on coupe bien les têtes

Après la manifestation monstre du 14 juin, deux militantEs de SUD Rail dont un délégué, Mathieu et Christophe, reprennent à l'arraché le train du retour pour Strasbourg. Pour avoir prétendument adopté un comportement inadéquat vis-à-vis des autres voyageurs et d'un contrôleur, des faits dont la matérialité est loin d'être établie, ils risquent aujourd'hui la radiation pour faute lourde. Leur syndicat a appelé en réponse à faire grève sur la région ce mardi.

Depuis, le ministre de la Justice a publié, le 20 septembre dernier, une circulaire (sic) « relative à la lutte contre les infractions commises à l'occasion des manifestations et autres mouvements collectifs. » Syndicalistes, zadistes et jeunes révoltés des quartiers populaires, nous sommes tous visés! Mais, comme l'a écrit Steinbeck, « La répression n'a pour effet que d'affermir la volonté de lutte de ceux contre qui elle s'exerce et de cimenter leur solidarité. »

LD

Goodyear: inju

Les huit de Goodyear comparaissent pour « arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire de plusieurs personnes, suivis de libération avant le septième jour et de violences, faits commis en réunion », passibles de dix ans d'emprisonnement. Le 24 novembre 2015, le procureur avait requis deux ans dont un ferme, et le tribunal avait finalement prononcé deux ans avec neuf mois de sursis le 12 janvier, le tribunal considérant que les infractions étaient maintenues « pendant 36 heures dans une salle aveugle, au moins partiellement pourvue pour l'occasion de séquestration ». Une équipe du SAMU, qui avait requis deux ans de prison pour les directeurs « au vu de son état de santé », a été mise à la disposition à le faire par les ouvriers. Les huit de Goodyear, injures, humiliations, injures, ont été condamnés « dans un contexte de violence ». Ces 19 et 20 octobre, devant le tribunal de Nanterre, la défense des Goodyear a considéré que le climat de la journée. Pour la défense, « ce n'est pas de cette manière que ça se passe de cette manière du personnel et que tout pète ». Les huit de Goodyear ont refusé l'accusation de séquestration « n'aime pas le mot. À aucun moment, nous ne sommes allés nous lever et de partir », a assuré le procureur. « étaient en train de perdre leur liberté », a-t-il déclaré. Le procureur a requis deux ans de prison pour les huit de Goodyear. « n'attendons que la relaxe. Verdict attendu devant la Cour d'appel de Paris ». Robert Pelletier



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

AMIENS: UN SUCCÈS POUR UNE POLITIQUE LUTTE DE CLASSES ET COMBATIVE

Les 19 et 20 octobre avait lieu le procès en appel des syndicalistes de Goodyear. La condamnation, en première instance de Michaël Wamen et ses camarades à 24 mois de prison dont 9 mois fermes, une condamnation inédite depuis 60 ans contre des syndicalistes, avait soulevé un vent d'indignation chez les travailleurs et les militants au début de l'année.

Cette condamnation, s'ajoutant aux poursuites contre les salariés d'Air France, contre les dockers du Havre, aux multiples très lourdes condamnations

contre des manifestantEs du mouvement contre la loi travail, dit symboliquement le futur de celles et ceux qui voudraient relever la tête.

Un agenda et un programme de combat

Cependant, le cas de Goodyear n'a pas été exactement le même que les autres. Par leur résistance, par la création de plus de 80 comités de soutien, par la tournée de meetings de leur porte-parole et surtout par leur prise de position lutte des classes, ces militants ont acquis une notoriété importante. Ainsi, les Goodyear ne se sont pas contentés d'une lutte défensive contre leur condamnation. Dans leur appel à faire d'Amiens la « capitale de la lutte des classes » ces 19 et 20 octobre, ils appelaient non seulement à manifester contre leur condamnation, pour leur relâche, mais également contre toutes les répressions : celle contre les manifestants du printemps, contre les syndicalistes, dans les quartiers... Ils inscrivait également cette mobilisation comme une nouvelle journée de mobilisation contre la loi travail.

Une politique clairement en rupture avec le choix des directions syndicales, qui après le 15 septembre ont toutes décidé d'enterrer les manifestations et de renvoyer la lutte entreprise par entreprise. Cet appel définit ainsi l'ébauche d'un agenda et d'un programme de combat, premier pas vers un chemin indépendant des directions traditionnelles.

Créer du lien

C'est sans doute ce qui explique que cette mobilisation s'est faite totalement contre les appareils. Tout a été fait pour minimiser cette mobilisation, entre les régions entières où la CGT a refusé de mobiliser, et celles où des rassemblements locaux ont été organisés,

en contradiction avec l'appel de Michaël Wamen à manifester « tous ensemble, au même endroit, à la même heure ». Même l'Union syndicale Solidaires était très faiblement représentée. Malgré cela, des milliers et des milliers de militantes et militants se sont retrouvés à Amiens les 19 et 20 octobre. La tribune a permis à différents militants en butte à la répression de s'exprimer, mais également cette journée a été l'occasion de commencer à créer du lien entre différentes équipes syndicales combattives. Ces deux journées constituent donc un véritable succès, et le premier pas pour esquisser une politique alternative à celle des directions traditionnelles du mouvement ouvrier. Une politique offensive, indépendante et lutte de classes, qui donne des suites aux mobilisations contre la loi travail.

Aurélien Roman

« UN BEL EXEMPLE DE "TRAITEMENT DE CLASSE" D'UNE AFFAIRE POLICIÈRE ET JUDICIAIRE »

Entretien. Cheville ouvrière de la Compagnie Jolie Môme, **Loïc Canitrot** est à ce titre un des organisateur du Cabaret d'urgence qui s'est déroulé à la Cartoucherie de Vincennes dimanche 16 octobre. Il est aussi mis en examen suite à l'occupation du siège du Medef mardi 7 juin. Son procès aura lieu le jeudi 8 décembre.

Quel bilan tires-tu du succès du Cabaret d'urgence ?

Ce Cabaret d'urgence fut un moment impressionnant, émouvant et probablement pertinent. Impressionnant, par l'affluence incroyable : 1200 à 1500 personnes sont venues au théâtre de l'Épée de Bois au cours de cette journée. Les spectateurs se relayaient pour permettre au plus grand nombre d'assister, ne serait-ce qu'à une des parties de cette folle journée d'interventions artistiques et politiques mises en scène par la Compagnie Jolie Môme.

Émouvant, car tout le monde a répondu présent : 40 compagnies, groupes ou personnalités du mouvement social se sont déplacés pour intervenir 5 minutes chacun. Des dizaines de « brigadistes », amis ou proches de la Compagnie Jolie Môme sont venus aider à l'organisation. Tant de gens mobilisés, avec qui nous avons tant de choses à partager, mais qui, hors des grèves et des luttes, affichent souvent leurs différences politiques, culturelles... C'est une des grandes forces, et un des grands plaisirs, de Jolie Môme que de les réunir dans un tel moment. Pertinent, car aborder aujourd'hui la répression des militants, la reliait au contexte d'état d'urgence et donc aux pressions et répressions qui touchent les migrants, les Roms, les habitants des quartiers populaires, bref, les plus fragiles et les plus exposés de notre classe, cela s'est retrouvé souvent au fil des témoignages et des analyses proposés.

Et rappeler que le Medef, comme symbole et arme du grand patronat, est à la source de nos problèmes, est d'autant plus nécessaire que le climat médiatique et politique voudrait nous en divertir, au profit d'histoires identitaires. Ce n'est donc pas un hasard si nombre de prises de paroles se concluaient



DR

par des appels à la lutte, à l'unité et à la combativité, plutôt qu'à la plainte face à l'injustice.

Pour revenir sur l'origine du Cabaret, peux-tu nous rappeler les temps forts du mouvement des intermittents au printemps ?

En avril, en quelques semaines de mobilisation, les travailleurs du spectacle indemnisés par intermittence parviennent à réunir des assemblées de plus d'un millier de personnes à Paris, occupent dix théâtres nationaux dans toute la France, dont le symbolique théâtre de l'Odéon, puis la Comédie-Française. La négociation sur notre assurance chômage entre syndicats et organismes patronaux au sein de notre secteur tourne à notre avantage grâce à ce rapport de forces. L'accord prévoit que nous retrouvions des conditions d'admissions à Pôle Emploi perdues depuis 2003, un fonds de rattrapage pour celles et ceux qui ont des baisses d'activité, une reconnaissance de nos spécificités professionnelles en cas de congés maternité et d'arrêts maladie... Bref, c'est une victoire incomplète par rapport aux propositions que nous avons élaborées en treize années de lutte, mais c'est une avancée énorme pour les plus précaires d'entre nous.

Après cela, les confédérations CFDT et CFTC et surtout le Medef se sont opposés à cet accord, mais n'arrivent pas à trouver entre eux un accord sur l'assurance chômage en général. Le gouvernement déjà confronté à la forte mobilisation contre la loi travail, la mobilisation des cheminots, les Nuits debout... ne voulait pas prendre le risque d'une grève sur les festivals d'été. Il a donc validé notre accord quelques jours après l'occupation du Medef.

Quels étaient les enjeux de l'occupation du Medef ? Comment t'es-tu retrouvé en garde à vue et convoqué au TGI de Paris en décembre ?

À l'intérieur du Medef, nous étions une centaine d'intermittents et d'opposants à la loi travail, arrivés déterminés et dans le calme, convaincus d'être au bon endroit alors que devaient arriver Pierre Gattaz et Geoffroy Roux de Bézieux pour une réunion « publique » sur la fiscalité.

Dans cette ambiance bon enfant, un homme en cravate s'est distingué en insultant, provoquant, arrachant le téléphone portable des mains d'une jeune femme qui immortalisait sa piètre intervention... Mais nous n'avons évidemment pas cédé à la provocation. Plus tard, un étage plus haut, le même s'en est pris à un manifestant, je me suis pacifiquement interposé, appelant au calme... et j'ai reçu en retour un coup de pied. Je suis tombé, lui s'est réfugié dans son bureau et a porté plainte pour violence !

À partir de là, par la seule logique du processus de garde à vue, système infantilissant, humiliant et même avilissant qui a duré 44 heures, de victime je vais devenir suspect puis présumé coupable aux yeux des policiers et du procureur. Je suis donc convoqué au tribunal de Paris ce jeudi 8 décembre, accusé de violence en réunion... Purement imaginaire, alors que le directeur de la sécurité du Medef, qui lui m'a réellement frappé et le reconnaît, n'est toujours pas inquiété.

Quatre démarches auprès de commissariats ne m'ont pas permis de faire enregistrer ma plainte, il m'a donc fallu saisir le procureur de la République. L'instruction contre moi a été bouclée en 48 heures... Celle contre lui n'est toujours pas entamée quatre mois après les faits ! Évidemment nous n'avons jamais eu accès aux bandes de vidéosurveillance du Medef qui m'auraient pourtant immédiatement innocenté.

Dans le fond, je ne crains pas grand-chose car j'ai de nombreux témoins, mais nous avons ici un bel exemple de « traitement de classe » d'une affaire policière et judiciaire, exemple qui nous permet de mobiliser pour l'amnistie de tous les militantEs du mouvement social, et bien sûr de demander toujours plus fort la séparation du Medef et de l'État !

Propos recueillis par Cathy Billard

Justice de classe



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

9 mois fermes. Dans son délibéré il était que les deux victimes ont eu, contre leur gré, dans une procédure obstruée par des pneus, des sacs de couchage et pistolets à qui souhaitait emmener l'un des manifestants, « n'a pas été autorisée » les magistrats soulignaient « les violences » subies par les manifestants et d'alcoolisation massive ». Huit jours de séquestration, deux reconnus

la cour d'appel d'Amiens, la tâche à faire peser sur la direction de la CGT, c'est la direction qui « a fait de la manière pour discréditer les élus ». Pour l'inspectrice du travail, « il y a eu des violences chez les salariés », qui étaient plusieurs années. Et les accusés ont été reconnus coupables de séquestration. « Séquestration ? Je ne sais pas, je n'ai entravé leur liberté de mouvement que l'un d'eux. Mais les salariés ont été privés d'emploi, c'était tendu, c'est sûr, mais ça n'a rien de la direction ! »

9 mois de prison avec sursis. Nous sommes condamnés le 11 janvier 2017. Avec un jugement de cassation...

RÉPRESSION SYNDICALE



TOULOUSE HÔPITAL PURPAN (31)

La consultation gynécologique en grève illimitée



Les aides-soignantes et infirmières de la consultation gynécologique de l'hôpital Purpan sont en grève illimitée depuis le jeudi 13 octobre pour demander des embauches et le remplacement des agents en arrêt maladie.

En effet, ce service, qui comprenait auparavant 4 infirmières et 4 aides-soignantes, a été restructuré pour passer à 3 et 3. Sur ces 6 agents, 4 sont en arrêt maladie dont 3 pour burn-out...

Depuis le début de cette mobilisation, l'attitude de la direction n'est que mépris. Prétendant que le travail du personnel de ce service n'est pas si compliqué, la cadre supérieure remplace au pied levé les grévistes, ce qui bien évidemment entraîne des conséquences importantes sur la prise en charge des patientes. Rappelons-le, ce service reçoit l'intégralité des femmes qui vont accoucher pour leur consultation anesthésie, les femmes qui viennent pour une IVG, pour une intervention chirurgicale, etc. Les patientes n'ont pas de dossier complété, sont mal orientées. Le risque de faute professionnelle est accru.

Vers le 8 novembre

La direction cherche à faire culpabiliser les grévistes et à monter leurs collègues des autres services contre elles, mais ce sont bien eux les responsables de cette situation ! Ils cherchent à laisser pourrir la situation en annonçant encore une réduction des effectifs, et en osant même faire venir depuis jeudi dernier une infirmière intérimaire pour remplacer les grévistes, alors que c'est parfaitement illégal ! Mais, peine perdue pour eux, suite à l'assemblée générale du lundi 24 octobre au matin, des agentEs d'autres services de la maternité ont décidé d'augmenter, eux aussi, la pression en faisant dans un premier temps grève pendant deux heures et en se rassemblant devant le bâtiment de PDV mercredi 26 octobre.

Le sous-effectif concerne tous les services et la situation se dégrade à grande vitesse. La journée nationale de grève et de manifestation du 8 novembre sera une étape importante. Les grévistes de la consultation vont poursuivre leur mouvement.

Pauline

Soutien financier : <https://www.lepotcommun.fr/pot/gt62fqp2>

LA POSTE

Il y a urgence !

Dans la foulée de la conférence de presse initiée par SUD le 26 septembre dernier sur la souffrance au travail (voir l'Anticapitaliste n°353) et de la reprise par les médias de la situation à La Poste dans les jours suivants, huit cabinets d'expertise viennent d'envoyer une « lettre ouverte » au président de La Poste et aux ministères concernés...

Des dizaines de rapports d'expertise ont été présentés à la demande des CHSCT depuis plusieurs années : restructurations, risques graves, fermetures de site, méthodes de dimensionnement des organisations, le panel d'expertises est suffisamment important pour tirer une sonnette d'alarme que les dirigeants de La Poste ignorent !

Les experts portent pourtant un jugement sans appel : « nous avons décidé de vous alerter sur la dégradation des conditions de travail et le mépris du dialogue social manifeste dans les différents secteurs et aux différentes échelles du Groupe ». Et ils illustrent leur courrier d'éléments tout aussi alarmants que « la rapide dégradation de l'état de santé des agents » ou « du rythme des réorganisations » qui « reste effréné ».

Ils y dénoncent également des « modèles statistiques obscurs » qui « s'imposent en dépit de la prise en compte du travail réel » et « des agents qui ne sont vus que comme des exécutants sommés d'appliquer la stratégie édictée par des cadres dirigeants – qui sont par ailleurs les seuls à voir leur effectif s'étoffer ».

Contre le massacre social, unité !

Côté syndical, la fédération SUD PTT vient également d'interpeller le président de La Poste ce 22 octobre en exigeant en urgence qu'une négociation soit ouverte « à tous les métiers et à toutes les branches de l'entreprise » au moment où La Poste tente de faire diversion et division en convoquant les syndicats à une réunion pour les seuls facteurs et factrices ! SUD demande dans le même temps un arrêt immédiat des restructurations et des suppressions d'emplois.

LA POSTE : DES MESURES CONTRE LA VAGUE DE SUICIDES



Une demande similaire du côté de la CGT FAPT qui revendique également « l'ouverture de négociations pour tous les métiers du groupe » et « invite les organisations syndicales à se rencontrer afin de créer les conditions de l'action ». Côté FO COM, même demande d'« arrêt des réorganisations » et une « mise à plat des organisations actuelles et l'accompagnement de chaque agent (à la distribution, NDLR) afin de prendre en compte la véritable charge de travail ».

La question qu'on pourrait se poser est donc : « oui mais quand ? » Si ces trois organisations sont déjà d'accord sur les mesures

d'urgence, c'est-à-dire l'arrêt du massacre quotidien des emplois et des conditions de travail, pourquoi n'y a-t-il pas déjà un rendez-vous unitaire pour appeler à la grève sur l'ensemble des services ? C'est aussi cela l'urgence !

Le malaise s'amplifie, La Poste continue... et nie !

Ce mardi 18 octobre, pendant que les uns et les autres « s'interrogent » sur les suites à donner, une jeune factrice de Montpellier tentait de mettre fin à ses jours sur son lieu de travail. Même si une « enquête » est en cours, il reste quand même que cette factrice venait d'être convoquée à un « entretien préalable à licenciement » : son véhicule aurait été pris en photo devant son domicile pendant son travail...

Ce genre de procédure disciplinaire est maintenant utilisé par La Poste d'une manière permanente afin d'instaurer une politique par la terreur, ce que dénonce la

CGT Hérault à l'occasion de cette tentative de suicide ou le syndicat SUD sur le plan national... Les postierEs et leurs représentantEs syndicaux font l'objet systématique d'une chasse aux sorcières, les « sorcières » étant pour l'occasion celles et ceux qui défendent leur condition de travail !

C'est même le maire de Linas (91), par ailleurs président de l'Association des maires franciliens, UDI (on ne pourra donc pas le suspecter de « gauchisme »...) qui écrit dans l'Huffington Post : « La mutation de La Poste, engagée depuis plusieurs années, sa montée en cadence, sa recherche de rentabilité, montre que les cadres dirigeants n'ont vu dans l'institution qu'une machine à profit. » La DRH du groupe, elle, récite sa leçon : « Dans une entreprise de 260 000 postiers, il peut y avoir des situations humaines et des relations de travail difficiles... Fermez le ban !

Correspondante (91)

LA MONNAIE PESSAC (33)

La lutte et la solidarité, ça paie !

Face à la direction qui jouait le pourrissement de la grève, nous avons attaqué la deuxième semaine en continuant à interpeller largement pour dénoncer le licenciement illégal de notre camarade (voir article dans l'Anticapitaliste n°355).

Nous avons aussi comme objectif le comité d'entreprise du 19 octobre, qui se tenait avec le PDG sur le site parisien de la Monnaie, quai Conti. Jusque-là, il n'y avait eu là-bas que des débrayages et une journée « morte » plutôt confidentiels.

La veille, des camarades de la CGT de Paris sont allés distribuer des tracts à Bercy en dénonçant le licenciement et ont interpellé un conseiller social qui a

reçu, dans l'urgence, une délégation de la Monnaie de Paris et Pessac... Comme quoi, la grève et sa médiatisation leur posait un gros problème ! Encouragés par cela, nous avons fait le tour des ateliers à Paris, et le lendemain, juste avant le CE, les collègues ont largement voté la grève « visible », avec piquet juste en face du Louvre ! La direction a été accueillie par des « Non au licenciement de Stéphane » et un nouveau slogan : « Tout le monde,

déteste le patron »... Effet détonnant !

Exercer notre pression

Au CE, la CGT a fait une déclaration avant de le quitter. Le PDG a juste eu le temps de dire qu'il ne changerait pas d'avis, en rajoutant une « proposition » : si vous reprenez le travail maintenant, on paie quelques jours de grève, et même plus si les commandes sont faites. Les camarades de Pessac l'ont vécu comme une telle insulte qu'ils ont reconduit la grève pour le

lendemain. Mais quelques minutes plus tard, le PDG annonçait que « dans l'intérêt de l'entreprise », il était prêt à une réintégration éventuelle, annonce confirmée le lendemain par le DRH à Pessac. Grosse joie à l'AG qui a suivi. Nous sommes fiers d'avoir réussi, par notre détermination et notre solidarité, à faire plier le PDG par ces neuf jours de grève sur une décision touchant son pouvoir même. Mais surtout, nous avons appris collectivement à dénoncer sur la place publique, politiquement, à exercer notre pression... Bien des choses à retenir et discuter pour construire la convergence des luttes.

Correspondant

RENAULT

Pour toujours plus de profits

Depuis le 22 septembre, Renault est engagé dans la négociation d'un nouvel accord de compétitivité en France qui devrait aboutir avant le 13 décembre.

Il devrait succéder pour une nouvelle période de trois ans à l'accord signé en mars 2013 avec les syndicats CFE-CGC, CFDT et FO. Un accord dit « de croissance et de développement social »... qui lui a donné les outils pour

détruire près de 7 000 emplois, étendre la précarité comme jamais, remettre en cause les augmentations générales de salaires sous prétexte de « modération salariale » et allonger le temps de travail sans majoration de la rémunération.

MOBILISATION Mes finances publiques vont craquer!

Depuis le 10 octobre, les agentEs des finances publiques se mobilisent partout sur le territoire contre les suppressions d'emplois, la dégradation des conditions de travail, la mise à mal des missions et la disparition du service public de proximité.

Depuis des années, les finances publiques font les frais des politiques d'austérité de droite comme de gauche. 37 000 emplois ont été supprimés depuis 2002, et 631 trésoreries ont été fermées depuis 2009. Et pour 2017, ce sera encore plus de 1 800 emplois supprimés. Pour faire oublier les « chaises vides », la direction fusionne et restructure à tour de bras. Les premières victimes de cette politique, les usagerEs, voient disparaître une nouvelle fois un service public de proximité avec des fermetures de sites, la disparition des accueils « personnalisés »... Mais tout cela ne serait pas bien grave, car désormais il y a la dématérialisation, le tout-Internet, la E-administration... Et si vous n'avez pas Internet? Si vous ne savez pas utiliser Internet? Si vous ne savez pas bien écrire le français? Si vous voulez avoir un agent qui vous explique la fiscalité? Tant pis pour vous! L'administration n'a qu'une seule réponse: votre compte personnalisé sur impots.gouv.fr... Les secondes victimes de ces politiques, les agentEs, ne peuvent plus, désormais, faire face à la charge de travail, qu'il s'agisse d'accueil, de gestion des dossiers, de lutte contre la fraude fiscale, de conseil aux collectivités locales, de gestion des comptes publics... Cela nous oublie la mise en place du prélèvement à la source qui sera prétexte à supprimer un peu plus d'emplois, mais qui sera surtout la porte ouverte pour en finir avec la progressivité de l'impôt sur le revenu et mettre en place une « flat tax » dont rêvent tous les ultra-libéraux.

Une « DGFIP morte » le 15 novembre

Face à une telle situation, les agentEs des finances publiques se mobilisent depuis le 10 octobre, avec une grosse journée d'actions locales le 17 octobre et une journée nationale de grève le 15 novembre prochain à l'appel de Solidaires finances publiques, la CGT et FO Finances publiques. Déjà la journée du lundi 17 octobre a pour le moins été une réussite. En effet, dans de très nombreux départements (13, 56, 16, 75, 38, 17...), des actions, des blocages de sites, des grèves ont eu lieu. C'est sans aucun doute dans le Nord que les agentEs sont le plus déterminés: après une semaine de grève et de mobilisation qui touche aujourd'hui tous



Au Nord, c'était les grévistes... DR

les services, le mouvement ne s'essouffle toujours pas, bien au contraire, et au grand désespoir de la direction départementale. Les taux de grèves des différents services varient entre 100% (service de publicité foncière) et 50% (centre de prélèvement service), avec au cœur des revendications des agentEs les questions de l'emploi et des restructurations. On le voit, les agentEs des finances publiques partout sur le territoire ont décidé de résister. Le ras-le-bol s'exprime de façon de plus en plus importante même si la mobilisation doit encore s'ancre et se développer. Une étincelle pourrait embraser tout ce secteur... Pourquoi pas le 15 novembre prochain?

Joséphine Simphon

PAYS BASQUE Émilie Martin ne sera pas extradée!

Il s'est référé à plusieurs arguments qu'avait énoncé l'avocat général le 11 octobre lors de la comparution d'Émilie, à savoir que l'association Herrira est légale sur le territoire français et qu'à l'inverse de ce que dit l'État espagnol, elle n'a pas effectué d'actions susceptibles d'attirer l'attention des autorités françaises.

De plus, tous les faits reprochés à Émilie Martin ne sont pas des délits sur le territoire de l'État français et ils ne sont ni délictueux ni criminels. Ce MAE n'a donc pas lieu d'exister, et sa non-exécution a été décidée ainsi que la levée immédiate du contrôle judiciaire mis en place depuis le 6 octobre. Émilie s'est déclarée satisfaite du verdict. La militante estime que la décision de la cour d'appel de Pau est « un pas dans le processus de paix ». « J'espère que cette décision pourra donner envie aux tribunaux espagnols de faire la même chose, libérer l'avocate Arantxa Zulueta et mettre fin aux poursuites des 46 autres » qui sont impliqués dans ce dossier...

Otages de l'État français

On peut douter que l'Espagne le fasse, au vu des précédentes affaires similaires. Pour

Mardi 18 octobre, le juge de Pau a rendu son verdict concernant le mandat d'arrêt européen (MAE) demandé par l'Espagne contre Émilie Martin ((voir l'Anticapitaliste n° 355).



Émilie et sa sœur Aurora le 11 octobre dernier. DR

l'instant, Émilie est quand même condamnée à ne pas passer les frontières car le MAE n'est pas annulé, et peut être, si elle y est arrêtée, exécuté dans d'autres États. Émilie va reprendre son travail militant, qu'elle n'avait pas cessé, au sein de Bagoaz (dont elle est porte-parole), dont le prochain dossier à venir est celui d'Ibon Fernandez Iradi de Lasarte emprisonné à Lanne-mezan. Il souffre d'une sclérose en plaques, et son dossier de demande de libération conditionnelle va être représenté le 24 novembre. Une manifestation de soutien sera organisée à Bayonne le 19 novembre. Ensuite viendront d'autres

dossiers: Lorentxa Beyrie, en prison depuis 15 ans, actuellement incarcérée à Roanne; puis à nouveau Frederik Haranburu, Jakes Esnal, Ion et Unai Parot, incarcérés depuis 25 ans. Les droits des prisonnierEs basques ne sont pas les mêmes que ceux des autres détenuEs, et dans leur cas, la loi n'est pas respectée. Elles et ils ont été payé par leur incarcération les délits pour lesquels elles et ils ont été inculpés, mais ces presos, quoique libérables ou conditionnables, restent en prison. Elles et ils sont devenus maintenant des otages de l'État français. À quelles fins? La question reste posée... Sylvie Laplace

BOURG-EN-BRESSE (01)

La France sait accueillir...



Vivre dans un hangar... DR

Les « jungles », comme ils disent, ce n'est pas qu'à Calais... Ainsi à Bourg-en-Bresse, depuis deux décennies, les organisations qui soutiennent les luttes des immigrés, demandeurEs d'asile, sans-papiers, sont confrontées aux difficultés d'hébergement que rencontrent ces damnés de la terre.

Par le passé, les réquisitions de logements vides ont souvent permis de pallier les défaillances orchestrées par l'État et les collectivités. Mais les temps changent et la moindre tentative d'occupation d'un lieu, fût-il voué à la démolition, est désormais lourdement sanctionnée: arrestation des militants, fichages, prises d'empreintes, etc. Sans solutions, environ 150 personnes, dont de nombreux enfants, ont trouvé refuge dans des hangars sur un terrain appartenant à la communauté « Emmaüs », laquelle s'efforce avec le collectif de soutien aux migrants¹ d'organiser un semblant d'accueil. Mais les perspectives ne sont pas bonnes. Le danger physique est réel car pour se chauffer, les occupantEs allument des feux à même le sol ou utilisent des poêles défectueux qui diffusent leurs fumées nauséabondes. Il n'y a pas d'électricité et les points d'eau sont rares. Les pompiers sont déjà intervenus pour conduire des personnes intoxiquées à l'hôpital. Les flics ont effectué des contrôles sur place.

Pression d'État ou solidarité élémentaire?

Les consignes données par l'État sont sans équivoque: menace financière sur les directeurs de CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile) pour qu'ils mettent fin aux séjours des déboutés afin de libérer des places pour les nouveaux arrivants, insistance auprès des préfets pour qu'ils rendent effectives les reconduites à la frontière... Seule lueur d'espoir, la solidarité élémentaire – organisée principalement par les milieux chrétiens, le PCF et le NPA – ne se dément pas: une association, « Cent pour un toit » vient de se créer. Une centaine de personnes ont accepté le versement mensuel d'une somme d'argent destinée à la location d'appartements qui seront ensuite mis à disposition des immigrés. Les contacts avec la mairie ne sont pas rompus, et la collectivité accepte de prendre en charge les frais d'eau. Une manifestation s'est déroulée ce samedi 22 octobre. Quelque cinquante personnes, dont des familles de demandeurs d'asile, y ont participé. Soit un peu plus que d'habitude. On continue...

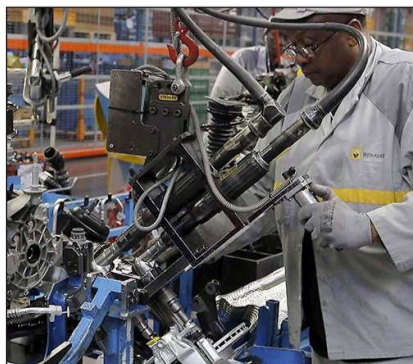
Correspondant

1 – Collectif solidarité migrants: RESF01, Ligue des droits de l'homme, Cimade, Comité de vigilance, Emmaüs, Attac, Small Axes, Union syndicale Solidaire, CGT Educ'Action, FSU, SNUipp, NPA, PCF, Ensemble!, PG, CLA, Citoyen(ne)s.

Un accord dont les effets ont contribué pour une bonne part aux profits records dont l'entreprise a pu se vanter à la fin du premier semestre 2016.

Flexibilité aggravée

Mais pour Thierry Bolloré, directeur général à la compétitivité du constructeur, c'est seulement « la moitié du déficit de compétitivité des usines françaises [qui] a été comblée ». C'est donc avec la ferme intention de porter de nouveaux coups à ses salariéEs que le 18 octobre, à l'occasion de la troisième réunion de négociation, la direction a annoncé l'instauration d'un système de « modulation annuelle » des horaires de travail. Il aggraverait celui déjà inscrit dans l'accord de 2013, mais que l'entreprise n'avait encore jamais appliqué. Pour Renault, il s'agit de mettre en place



Vers un nouvel accord de flexibilité chez Renault... DR

« un système permettant de faire varier les horaires de travail des salariés en fonction de l'activité de l'entreprise, en alternant des périodes de haute et de basse activité ».

Aux périodes dites « basses » au cours desquelles des journées ne seraient pas

travaillées succéderaient les périodes dites « hautes » au cours desquelles la durée hebdomadaire de travail pourrait être portée à 48 heures ou à 42 heures sur douze semaines consécutives, jusqu'à six mois dans l'année. Un moyen supplémentaire de déconnecter la durée effective du travail des 35 heures hebdomadaires légales que tous les patrons prétendent pourtant ne pas remettre en cause!

Augmentation du temps de travail

Pour atteindre cette amplitude, la direction prévoit soit l'augmentation de la durée journalière de travail d'une heure trente minutes, soit l'ajout d'une journée de travail supplémentaire le samedi, soit encore une combinaison des deux. Ces heures « en plus » ne déboucheraient plus sur le paiement

d'heures supplémentaires majorées, mais sur l'attribution de repos individuels. Des repos supplémentaires dont le salarié ne disposerait pas pour ses besoins, puisque c'est l'entreprise qui les positionnerait dans les périodes dites « basses »!

À travers cette flexibilité accrue des horaires de travail, Renault va chercher à se débarrasser d'une petite partie des 9 000 intérimaires ou des 5 000 prestataires qu'il emploie actuellement.

Construire la riposte!

C'est pour s'opposer à cette nouvelle dégradation des conditions de vie et de travail que la CGT, alors que CFE-CGC, CFDT et FO préparent déjà leurs signatures, a décidé d'appeler à des débrayages sur tous les sites Renault ce jeudi 27 octobre.

Fin 2012 et début 2013, c'est au travers de huit débrayages menés à l'échelle du groupe Renault, rassemblant jusqu'à 4 500 grévistes, que les salariéEs avaient cherché à s'opposer au précédent accord de compétitivité. Pour les équipes militantes, l'enjeu sera cette fois de chercher et de réussir à rassembler dans cette action tous les travailleurs, qu'ils soient à statut Renault, intérimaires ou prestataires. Dans une entreprise où la part des salariéEs précaires représente près de 40% des effectifs du personnel de fabrication et plus de 70% sur certaines chaînes de montage, la construction d'un rapport de forces face à la direction est à cette condition. Et le fait que le projet de la direction attaque autant les uns que les autres en fournit l'occasion et la possibilité.

Correspondant



Les comités en action!

Gérardmer (88) Manif en pédalo pour la liberté de circulation. Vendredi 14 octobre, une quarantaine de personnes ont manifesté en pédalos sur le lac de Gérardmer pour dénoncer les appels de Wauquiez, demandant aux maires de refuser l'accueil de réfugiés sur leur commune. La petite flottille s'est approchée de l'espace lac, gardé comme un camp retranché par les forces de l'ordre. Ensuite le groupe s'est rendu à pied à l'espace lac bloqué par un cordon de police. Des prises de parole ont eu lieu: Michèle Perrin pour la Ligue des droits de l'homme et Éric Defranoult pour le Collectif de solidarité avec les sans-papiers. Nous avons rappelé les 9000 mortEs en mer Méditerranée depuis le début de l'année 2015, et l'élan de solidarité de certaines communes comme Gérardmer.



DR

Toulouse (31) Marche en mémoire du 17 octobre 1961. Ce samedi 15 octobre, le collectif pour une union antiraciste et populaire a été à l'initiative d'une marche contre le racisme d'État, les violences policières et l'impérialisme. Cette marche en mémoire du massacre du 17 octobre 1961 est partie des quartiers populaires et a fait étape sur des lieux symboliques de l'histoire coloniale et de l'actualité raciste de la république française. 150 personnes ont scandé des slogans: «*Qui sème la hagra récolte l'intifada*» ou «*Les seuls étrangers, ce sont les flics et les fachos*». Meurtres policiers, racisme, instrumentalisation de la «*laïcité*», guerres impérialistes et refus de l'accueil des migrants, autant de sujets abordés lors des discours de chaque étape. Cette marche s'est conclue sur des perspectives de lutte: organisation de réunions unitaires contre les violences policières, contre le racisme et appel à une réunion inter-organisations pour la défense des migrants. Partie prenante de cette manifestation, le NPA travaillera à la convergence des luttes antiracistes politiques et du mouvement social.



DR

Besançon (25) «Ni guerre, ni état de guerre!», succès de la réunion publique.

Lundi 17 octobre, s'est tenue la réunion publique organisée par le NPA en présence de Julien Salingue. Environ 80 personnes y sont venues: des militantes d'organisations diverses, mais aussi des curieux, des jeunes ou moins jeunes. Introduite par Rémy sur la situation des migrants et par Lucie évoquant les combats actuels du parti, Julien a ensuite exposé la situation du Moyen-Orient, rappelant les nombreuses interventions militaires françaises actuellement opérantes: plus d'une dizaine, orchestrée par une politique patronale menée par les capitalistes français aux implantations impérialistes les plus conséquentes, ceux-ci étant aussi parmi les plus importants licencieurs (SFR, Alstom, Areva...). Julien a rappelé la dangerosité de la normalisation d'un état d'urgence et d'un état de guerre mis en place depuis le 13 novembre dernier. Pour légitimer cette politique, la tentative des politiques est celle de la construction d'une «*identité nationale*», par le rejet de l'autre: l'étranger, le migrant, le musulman... Julien nous rappelle qu'au contraire les formes de solidarités ne manquent pas, et qu'il ne tient qu'à nous de maintenir et de construire ces solidarités autour d'un projet politique.

Saint-Brevin (44) 400 personnes disent «Bienvenue aux migrants!» Depuis plusieurs semaines, Saint-Brevin-les-Pins est en proie à un climat nauséabond sciemment entretenu par l'extrême droite.

La semaine de Philippe Poutou: sous le signe de la solidarité!

De Bordeaux à Amiens en passant par Paris, le candidat du NPA est allé apporter un soutien nécessaire à celles et ceux qui résistent...

Mardi 18 octobre, Philippe est allé apporter son soutien aux salariés de la Monnaie (voir article en page 8) en compagnie de ses camarades de la CGT-Ford. Ceux-ci sont en grève pour empêcher le licenciement complètement abusif d'un de leur collègue par un directeur qui se croit tout permis. Plusieurs autres délégations de syndicalistes sont ainsi venues, soutenant aussi financièrement. Un moments fraternel, de bons échanges sur l'impunité patronale... et sur la solidarité ouvrière. Le même jour avait lieu, toujours à Bordeaux, un rassemblement de soutien aux 8 de Goodyear. Un petit rassemblement mais qui avait le mérite d'exister la veille du procès en appel. Étonnamment, l'UD CGT 33 n'avait pris aucune initiative localement, et ce sont donc les camarades de la CNT qui s'y sont collés, rejoints



Syndicalistes mais pas voyous! PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

par Solidaires 33 et par les CGT Carat, Ford, éducation, inspection du travail...

Logiquement, le lendemain, Philippe s'est donc rendu à Amiens pour participer, au côté de Christine Poupin et d'Olivier Besancenot, au grand rassemblement de solidarité contre la criminalisation. Du monde, mais il faut le reconnaître, loin de ce qu'il aurait fallu être étant donné l'importance de l'enjeu. Un bon moment de rencontres, de discussions entre militantes, de critiques et d'interrogations sur la situation et sur la stratégie des directions syndicales, sur l'absence de suites à la mobilisation contre la

loi travail. Le plaisir aussi de voir des camarades venus de plusieurs villes, de plusieurs entreprises, du public comme du privé (deux camarades de la CGT-Ford Bordeaux par exemple...). Philippe a aussi pris la parole pour le NPA. Au-delà du soutien nécessaire aux 8, un rendez-vous utile pour construire la suite...

Lundi 24 octobre, jour de début du démantèlement du camp de Calais, il fallait apporter une solidarité entière envers les migrants, tout en dénonçant la politique du gouvernement qui n'apporte aucune solution à leur souffrance, aucune réponse durable à leur situation. Réunissant plusieurs

En campagne

centaines de personnes, un rassemblement pacifique a donc eu lieu à Paris... avec des forces de l'ordre bien présentes! Dès que le rassemblement a voulu partir en manifestation, le dispositif d'enfermement s'est immédiatement mis en place, avec un nombre impressionnant de gendarmes mobiles, de camions... C'est cela maintenant la liberté d'expression: une anti-démocratie à laquelle il faudrait s'habituer! Moins d'une heure plus tard, Philippe et l'ensemble des manifestantEs étaient «*relâchés*». Comme dans bien d'autres villes, l'essentiel est que la solidarité a pu s'exprimer.

Correspondants



Les Nôtres

René Alègre

Nous avons connu René Alègre, lorsqu'avec Martine ils sont venus s'établir dans l'Aude pour leur retraite. Ils avaient déjà une vie militante bien remplie sur Paris, Alençon et Orléans...



d'autres organisations. N'oublions pas son soutien constant au Réseau éducation sans frontières (RESF) et à Amnesty international. Avec le temps, nous avons découvert d'autres aspects de la vie et de la personnalité de René... Le traumatisme qu'il portait en lui de la guerre d'Algérie, qu'il avait vécue comme appelé du contingent. Sa passion pour l'histoire et avant tout celle du mouvement ouvrier, la Révolution russe, la guerre d'Espagne, la Résistance, la guerre d'Algérie... Sur tous

ces thèmes, René était un puits de connaissances, et il savait toujours nous étonner par son incroyable mémoire des événements, des noms et des dates, pour nous commenter par exemple un article du «*canard*» du NPA. Et il était bien sûr le seul à pouvoir chanter l'Internationale en russe!

Enfin et surtout, René était un ami chaleureux, généreux, qui aimait la tchatche, jamais à court d'une bonne histoire à raconter, et qui aimait faire partager sa préférence pour les vins de Loire.

René, nous t'adressons un dernier abrazo et, dans ce moment douloureux, nous tenons à manifester toute notre affection et notre sympathie à Martine et à ta famille. La lutte continue, le meilleur hommage que nous puissions te rendre en te gardant présent dans nos pensées.

Le NPA Aude

L'annonce de l'arrivée d'une cinquantaine de migrantEs en provenance de Calais a provoqué des réactions de haine et de violence. Mardi 4 octobre, un cap a été franchi quand des coups de feu ont été tirés contre le futur centre d'accueil des réfugiés. Pour réagir, un collectif citoyen brévoinois pour l'accueil des migrantEs s'est très vite mis en place. Samedi 22 octobre, environ 400 personnes se sont rassemblées à l'appel du «*Collectif des citoyens brévoinois atterrés*» pour crier leur soutien aux migrants: des individus mais également des associations, des partis politiques, dont le NPA, ont répondu à l'appel. Un succès pour celles et ceux qui luttent contre le racisme et la xénophobie.

Auvergne-Rhône-Alpes «Bienvenue aux réfugiés!» Le 14 septembre, Laurent Wauquiez en tant que président de région annonçait qu'il refuserait d'accueillir les 1784 migrants en provenance de Calais dans sa région. Pourtant ce même Laurent Wauquiez s'enorgueillit souvent de la tradition d'accueil des habitantEs du plateau du Vivarais, qui avaient accueillis des Espagnols fuyant l'arrivée de Franco, et qui, durant l'Occupation, avaient offert l'asile et la protection à des Juifs en proie aux persécutions. À l'initiative de la Coordination Nuit debout relayée par l'appel du Mézenc (signé par de nombreuses

associations: RESF, LDH, la Cimade, Attac...), environ deux mille personnes se sont rassemblées au sommet du mont Mézenc pour dire «*bienvenue aux réfugiés*» dans la région. Malgré le froid, la bruine, le brouillard et le vent tempétueux la motivation était intacte pour reprendre le Mézenc à Laurent Wauquiez (qui y effectue sa traditionnelle rentrée politique). La manifestation s'est suivie de prises de parole rappelant l'histoire d'accueil de la région mais aussi critiquant la politique du gouvernement dit de gauche aussi inhumaine que la droite l'a été dans son temps. Une journée qui doit s'inscrire dans une résistance générale à cet état de guerre contre les réfugiés, à la xénophobie, au fascisme.



DR

Nos solidarités contre la répression en Turquie

Mercredi 19 octobre au soir, répondant à l'appel de dizaines d'organisations associatives, politiques et syndicales turques, kurdes et françaises, des centaines de personnes se sont réunies salle Olympe-de-Gouges à Paris pour un meeting unitaire «*Turquie: la démocratie en péril*» afin de dénoncer la vague de répression en Turquie et la dérive dictatoriale du président Erdogan. Beaucoup y ont pris la parole, dont notre camarade Alain Krivine au nom du NPA, pour dénoncer les milliers d'arrestations, de tortures et d'assassinats qui touchent les démocrates turcs et kurdes après la tentative de coup d'État d'une partie de l'armée. Sur le plan politique, on notera la présence notamment de dirigeants du PCF, d'Ensemble, du PG, et au niveau syndical de la CGT, de Solidaires et de la FSU.

Correspondant

Enfants



**Papa, pourquoi t'as voté Hitler?,
Didier Daeninckx et Pef**

Rue du monde, 2016, 15 euros

L'excellente collection « Histoire d'histoire » de la non moins excellente maison d'édition Rue du monde permet de faire découvrir aux enfants différentes périodes de l'histoire, même dans ses aspects les moins reluisants...

Pour cela, des auteurs de qualité et des dessinateurs dont le talent n'est plus à démontrer, le tout agrémenté d'explications historiques en éclairage à l'histoire. Dans ce nouveau livre, Didier Daeninckx, dont on connaît le penchant pour l'histoire du point de vue des vaincus, nous plonge en mars 1933 dans une ville près de Munich. Le jeune Rudi, 5 ans, assiste à une dispute entre ses parents : en effet, son père s'apprête à voter Hitler, pensant y trouver une issue à la crise que traverse l'Allemagne mais sans en mesurer pleinement les dramatiques conséquences...

Ces conséquences, c'est ce que ce titre s'attelle à nous montrer, de 1933 à 1945. À travers les yeux de Rudi, le quotidien de cette famille est percuté progressivement par la mise en place du régime nazi : SA violents dans les rues, discrimination et ségrégation des juifs, autodafés... Jusqu'à la volonté d'enlever à Rudi et à ses parents leur petite sœur, Mariele, née avec un handicap mental.

Une œuvre pédagogique
Aidé par des illustrations bien mises en scène et graphiquement travaillées de Pef, Daeninckx veut faire œuvre de pédagogie. Certes, cela n'échappe pas toujours à un trait un peu trop appuyé, mais n'oublions pas que ce livre s'adresse (avant tout) aux enfants. Il est donc assez explicatif, voire démonstratif. Car en retraçant la

vie d'une famille allemande plongée dans cette tourmente, le livre montre parfaitement comment, une marche après l'autre, se met en marche une mécanique implacable qui, partant de la suppression des libertés fondamentales, entraîne le pays dans une guerre destructrice. Note d'espoir : comme le dit l'auteur dans une interview, « cet album, qui balaye douze années tragiques qui ont mis le feu à l'Europe, tente de dire, à travers l'histoire d'une famille ordinaire, qu'un peuple n'est pas destiné au malheur, qu'il a des ressources d'humanité... » Enfin, comme l'illustre assez bien le titre, ce livre est un rappel salutaire : on ne sait pas si voter peut faire du bien, mais on sait que dans certaines circonstances, cela peut faire beaucoup de mal...
Manu Bichindaritz

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Exposition

L'art du Mexique du début du 20^e siècle est surtout connu à travers le travail des muralistes tels que l'incontournable Diego Rivera ou la peinture de la célèbre Frida Kahlo. La révolution est un des événements majeurs qui a profondément marqué l'histoire du pays, sa culture, et son art. Les préoccupations des artistes mexicains bien différentes de leurs contemporains d'outre-Atlantique ont la volonté de mettre leur art au service d'une cause, d'une idée, d'une vision. Cette révolution donna naissance à la faction mexicaine des muralistes, particularité du pays et moyen de propagande qui fit plus tard des émules jusqu'aux États-Unis. Une partie de l'exposition s'attache à montrer comment la Révolution mexicaine, en tant que conflit armé, comportait la planification d'un nouveau projet national. La création artistique des années qui ont suivi la révolution revêt un caractère idéologique. Elle s'appuie sur d'autres moyens que la peinture

« Mexique 1900 – 1950. Diego Rivera, Frida Kahlo, José Clemente Orozco et les avant-gardes »

Jusqu'au 23 janvier 2017 au Grand Palais

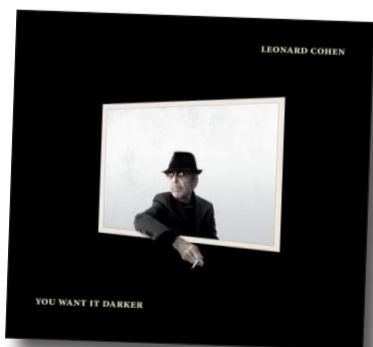


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

sur chevalet, tel que le muralisme et le graphisme. Parallèlement à l'École mexicaine de peinture et de sculpture des années 1920 et 1930, cette période a également été marquée par l'avènement de nombreuses autres démarches expérimentales. Le triomphe du muralisme et de l'art nationaliste a éclipsé ces mouvements d'avant-garde alternatifs, qui ont revendiqué le droit de participer à la scène artistique internationale, indépendamment du paradigme révolutionnaire. L'art du Mexique au 20^e siècle présente le paradoxe d'être étroitement connecté aux avant-gardes internationales, tout en présentant une incroyable singularité, une étrangeté même, et une puissance qui défient notre regard européen.
Milo

Musique

You want it darker, Leonard Cohen



Columbia, 2016, 16 euros

« You want it darker » nous confie Leonard Cohen au crépuscule de sa vie,

dans ce titre éponyme de son dernier album. Mais à qui le dit-il vraiment ? Beaucoup l'ont découvert cet été après la mort de Marianne Ihlen, la muse norvégienne de Cohen, rencontrée sur l'île d'Hydra en Grèce. « So long, Marianne », « Bird on Wire » et tant d'autres chefs-d'œuvre intemporels du locataire du fameux « Chelsea Hotel » de New York où Cohen tenta d'oublier celle qui l'avait congédié pour une escapade. Hydra, refuge des poètes contestataires américains de l'époque Beat, où Cohen, avec le soutien de Marianne, testa ces premiers poèmes et accords. 56 ans plus tard, quelque jours avant sa disparition, le Canadien adressait ces quelques mots : « Eh bien Marianne, voici venu le temps où nous sommes vraiment si

vieux que nos corps partent en morceaux, et je crois que je vais te suivre très bientôt. Sache que je suis si près derrière toi qu'en tendant ta main, tu peux toucher la mienne. » L'entourage de Marianne affirme qu'à la lecture qu'on lui fit de cette lettre, elle leva la main... et mourut. En résonance avec cette rencontre qui bouleversa sa vie, Cohen ouvre son dernier album avec un chant grégorien orthodoxe d'Hydra interprété par le chœur de la synagogue Shaar Hashomay. Puis, il vire rapidement au gospel blues et boucle ainsi sa vie spirituelle et musicale. La mort est là, mais aussi la vie, la lumière, la force et la beauté. Dans ce véritable testament, il murmure et chante d'ailleurs un peu plus loin (poème

numéro 4) « I'm leaving the table, I'm out of the game ». Tout l'album est parcouru de cordes et violons, de voix d'ange et références bibliques pour se clore par l'invocation des légendes de « The creation and the fall » (poème numéro 8 « Steer your way »). Pourtant Cohen ne s'est jamais considéré comme religieux et n'a jamais construit de « structure spirituelle sur la base de Dieu (lequel d'ailleurs ?) » (dit-il en interview). Le jeu favori (« The favorite game », son premier roman publié en 1962) de Leonard était l'amour libre, multiple et assumé, mais à présent : « just win me or lose me, it is this that the darkness is for ». La beauté mélancolique et crépusculaire de cet album s'immisce en nous, bouleverse dès la première écoute et ne nous quitte plus.
Sylvain Chardon

Essais

Renouveler les politiques locales de l'énergie, CLER

Passager clandestin, 2016, 10 euros

Ce livret explique comment installer, sur le terrain, la transition énergétique imposée par le réchauffement climatique. Pour les auteurs, pas question de sortir du système capitaliste pourtant cause du basculement climatique. Le mot « adaptation » cité dix fois dans le premier paragraphe de la conclusion donne le ton du travail mené par le CLER, réseau pour la transition énergétique, composé d'associations, d'entreprises, d'organismes publics, de citoyens. La promotion des énergies renouvelables est leur but, et peu importe si les capitalistes les accompagnent...



Cela dit, l'ouvrage donne des pistes utiles à explorer pour quiconque veut sortir des énergies fossiles. Se fondant sur des constats, des études, des chiffres, il relate des expérimentations locales, dans différents domaines producteurs de gaz à effet de serre : énergie, isolation, alimentation, agriculture, transport... Comme sur l'île de Sein où les habitants cherchent depuis 30 ans à produire leur électricité avec les ressources locales (vent, mer, soleil). Depuis 2013, des actionnaires (essentiellement des îliens) ont créé une société qui estime que 100 % des besoins énergétiques pourraient être couverts par les renouvelables pour un coût équivalent, voire moindre. Leur projet permettrait d'investir autrement les 400 000 euros annuels que coûte le fioul des groupes électrogènes utilisés.

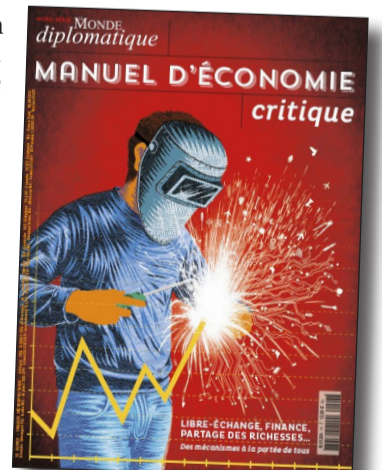
Mais, ces expériences n'abordent jamais les questions essentielles – « produire pour quoi ? Qui décide ? » –, ni celle des services publics (de l'énergie, des transports...) où les producteurs et les usagers discutent, contrôlent, décident. Les « territoires à énergie positive » (tepos) ne peuvent avoir qu'une portée limitée dès l'instant que l'énergie reste une marchandise aux mains des prédateurs capitalistes. Le NPA est engagé dans une autre démarche qui ne laisse aucune place à la croissance et au capitalisme verts.

Sophie Ozanne

Manuel d'économie critique

Hors série du Monde diplomatique, 2016, 12 euros

Plus que d'un manuel, il s'agit d'une série d'articles qui permettent de déconstruire ce que l'on entend couramment à la télévision ou que l'on peut lire dans la presse et amènent à réfléchir sur la vision du monde que ces médias colportent. Ces articles sont répartis en chapitres et suivis d'un fort utile glossaire.



Le choix de faire une suite d'articles a comme conséquence que, quelle que soit leur qualité, certains sujets ne sont explorés que partiellement ou de façon elliptique, alors qu'ils auraient mérité un traitement plus systématique. On pense par exemple à la fiscalité mais aussi à la crise actuelle. Le glossaire aurait également justifié de plus amples développements.

À l'heure où les économistes « orthodoxes » partent en guerre en dénonçant comme un « négationnisme économique » tous ceux qui ne se plient à leurs dogmes de justification du capitalisme libéral, il n'est cependant pas inutile qu'une publication démonte leurs raisonnements fallacieux au service des puissants de ce monde.
Henri Wilno

Au Pays basque, l'unité syndicale est un combat!

Entretien. Nous avons rencontré **Enaut Aramendi** du syndicat LAB (Langile abertzaleen batzordeak), syndicat des travailleurEs du Pays basque. Implantation, actions, rapport au syndicalisme français, l'échange a été riche...



Le syndicat LAB est bien connu localement, mais pour les lecteurs de notre journal, peux-tu revenir sur sa création et des raisons pour lesquelles il a été créé ?

LAB est né il y a 40 ans en plein régime franquiste en Pays basque sud. Organisé tout d'abord en Commissions ouvrières (les syndicats étaient alors interdits) devenu ensuite syndicat, il est aujourd'hui la troisième force syndicale dans la communauté autonome du Pays basque avec près de 45 000 adhérentEs.

Ne se reconnaissant pas dans les syndicats français, des militantEs du Pays basque nord (PBN) ont décidé de s'organiser. Deux possibilités : faire de l'entrisme et intégrer les syndicats déjà en place, ou créer une alternative syndicale forte au PBN. Les salariéEs ont donc préféré la deuxième hypothèse et se sont naturellement tournés vers LAB afin de trouver le soutien nécessaire.

En 2000, avec la création du syndicat en PBN (Iparralde), LAB devient donc le seul syndicat national en Pays basque. À ce jour, nous comptons 600 adhérentEs, des sections d'entreprises dans des secteurs différents : enseignement, services publics, commerce & services, social, santé, industrie, agriculture, quatre éluEs prud'homaux à Bayonne, dans les sections commerce, agriculture, activités diverses et industrie.

Quels sont ses territoires d'intervention, quelle est son implantation et comment agir ?

Notre champ d'action principal est le Pays basque dans sa totalité. Nous sommes un syndicat organisé au sud et au nord. Bien que nos champs d'action et de luttes soit locaux, avec une réalité socio-économique assise en majorité sur des TPE-PME, LAB s'inscrit clairement dans un mouvement mondial, internationaliste, anticapitaliste et solidaire. Il est donc logique pour LAB de travailler aux cotés d'autres organisations syndicales au sein de la PSNSE ou encore de la FSM.

Parce que le syndicalisme ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise, LAB est un syndicat sociopolitique qui travaille dans la rue, les collectifs unitaires, les actions internationales, contre la loi des multinationales et du Medef. La langue basque (euskara) est aussi utilisée pour l'ensemble de nos communications internes ou externes.

Après avoir attaqué le STC, la confédération CGT, s'en est pris également à LAB pour les élections dans les TPE. Peux-tu nous rappeler les faits, leurs résultats

et les raisons de cette action ? Et nous dire de quel soutien vous avez bénéficié ?

Alors que nous nous étions déjà présenté en 2012, la CGT nous a attaqué en contestant la décision de la DIRECCTE de valider notre candidature aux élections des TPE. Le déroulé est simple. Nous avons fait acte de candidature à la DIRECCTE régionale, notre candidature a été validée et la CGT a fait un recours auprès du tribunal d'instance de Bordeaux (TI) afin d'essayer de nous faire invalider.

En première instance le 28 juillet, le TI de Bordeaux donnait raison à la CGT, puis le 30 septembre, la Cour de cassation de Paris a cassé ce jugement nous permettant ainsi de nous présenter. La CGT a fait le choix de ne pas écouter sa base locale et a continué son acharnement juridique. Le 14 octobre, le TI de Bordeaux, autrement formé, rejugeait sur le fond l'affaire et nous a donné raison.

Les raisons qui ont poussées la CGT à nous attaquer peuvent être nombreuses mais, selon moi, sa crainte est de devoir partager le « pouvoir » dans les instances paritaires. En effet, mêmes si ces élections sont régionales, nous aurons en 2016 une vision de la représentativité au niveau départemental. En fonction de ces résultats se fera la répartition des sièges dans les commissions paritaires, comme celles de la CAF ou de l'URSSAF. Les juges prud'homaux seront également nommés en fonction de ces résultats. LAB revendique les résultats de la représentativité au niveau du PBN, car aux élections des TPE de 2012 on avait obtenu 2,35% en Aquitaine, 10% dans le 64 et plus de 20% en PBN.

En 2016, nous aurons de façon officielle les résultats dans le 64. La CGT sait compter. Sa crainte est de devoir avouer que LAB, avec plus de 10% dans le département, soit reconnu comme un syndicat représentatif. Ce qui donnerait un nouveau panorama syndical en PBN mais aussi dans le 64.

Nous pensons qu'il est possible de créer ici une majorité syndicale unitaire plus forte que celle qui existe en France. Si cela arrivait, la CGT devrait revoir sa position. Mais est-elle prête à travailler à cela dans l'intérêt des salariéEs en PBN ?

Concernant le soutien dont nous avons bénéficié localement, et alors qu'on sortait de plusieurs mois de lutte contre la loi travail, beaucoup de militantEs et syndicats CGT se sont mobilisés : une pétition contre l'action de leur confédération a été diffusée, et une motion de l'UL de Bayonne a été votée afin de s'en démarquer. Même l'UD CGT 64 s'est positionnée contre le second

recours mais sans résultat. La CGT est restée sourde et a continué la procédure contre LAB sans tenir compte de sa base. Nous avons reçu de nombreux soutiens d'autres syndicats comme le STC qui est dans la même situation (avec un verdict le 28 octobre prochain), de Solidaires, du SLB, de la CNT, mais également de nombreux militantEs. On peut encore signer la pétition en faveur des libertés syndicales¹. LAB a gagné en justice, mais nous avons perdu trop d'énergie, trop de temps et d'argent dans une procédure qui n'apporte rien aux travailleurEs.

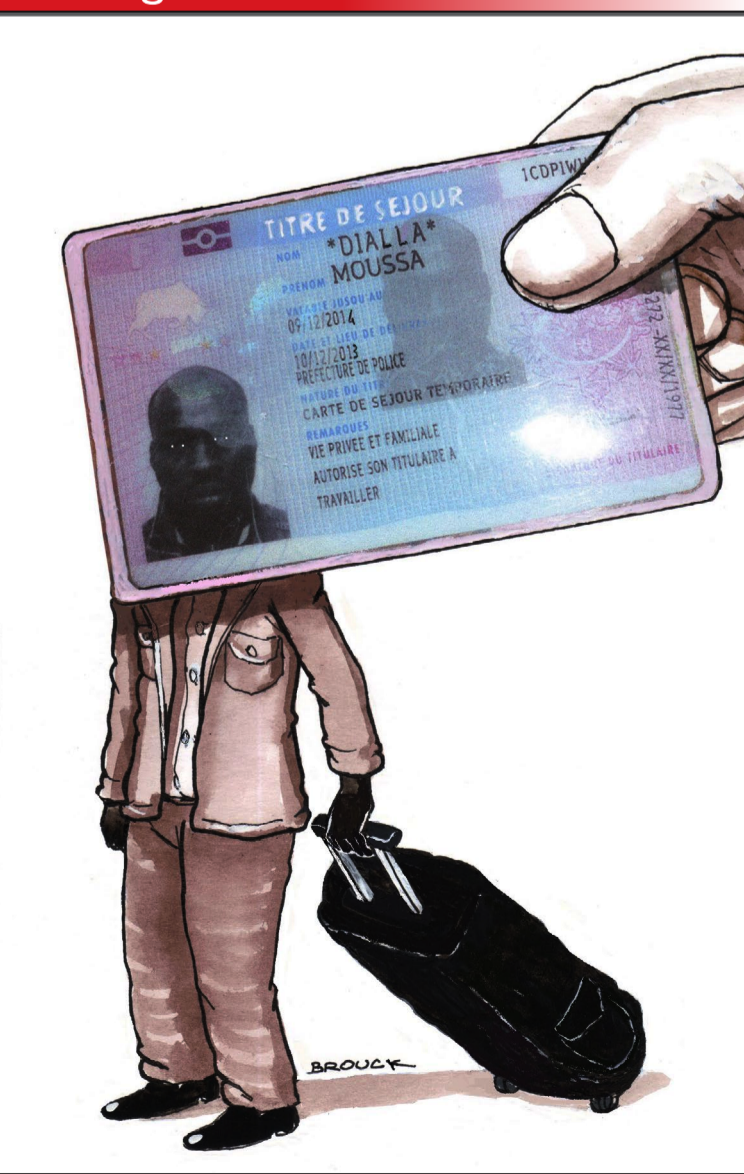
Avec la mise en place de l'EPCI Pays basque qui va concerner le personnel territorial de 158 communes et les intercommunalités qui seront les premières impactées, ne serait-il pas important que tous les syndicats de la fonction publique territoriale (FPT) travaillent ensemble ? Comment va se continuer le combat pour LAB, comment arriver à construire l'unité syndicale ?

À la mise en place de l'EPCI Pays basque, beaucoup d'agents de la FPT vont changer d'employeur sans forcément changer de travail ou de mission. Elles/ils passeront d'une collectivité à une autre avec pas ou peu de changements à court terme. Il est difficile de savoir combien seront concernés, c'est pour cela que nous souhaitons obtenir des réponses du comité de pilotage (CO-PIL). Nous avons impulsé un travail intersyndical et on espère réussir à tirer vers le haut les conditions de travail des agents.

Dans le public comme dans le privé, LAB travaille à la création d'outils de négociations collectives locales afin d'améliorer les conditions de travail des salariéEs en général. Nous souhaitons créer des commissions paritaires et un centre de gestion au PBN. Dans l'intérêt des travailleurEs, il faudra travailler ensemble, toutes organisations syndicales confondues. LAB est prêt à le faire et attend de voir ce que feront les autres.

Propos recueillis par Sylvie Laplace
1 - www.libertesyndicale.com

L'image de la semaine



Vu ailleurs

CAMEROUN: ENCORE BOLLORÉ. De mon point de vue, la responsabilité de la compagnie Camrail et donc du Groupe Bolloré Logistics, dans cette catastrophe, est entière. Elle se situe à trois niveaux. Sa première responsabilité réside dans la non-modernisation des chemins de fer camerounais après la concession en 1999 et leur maintien dans les normes coloniales. En effet, les voies du réseau ferroviaire camerounais sont très étroites, très loin des standards internationaux. [...] Sa deuxième responsabilité réside dans la vétusté et le mauvais état du matériel roulant dont la maintenance ne serait pas rigoureuse. Certaines sources évoquent à propos de cet accident « les freins du train qui auraient lâché ». [...] La troisième responsabilité réside dans la surcharge organisée par les responsables de Camrail qui, sous le prétexte de satisfaire la masse des passagers désemparés par la rupture de l'axe lourd Yaoundé-Douala et de permettre à plusieurs d'entre eux de rallier Douala, ont décidé de faire passer leur offre habituelle de 740 sièges à 1224 sièges le 21 octobre. [...] Le bilan de la privatisation des chemins de fer du Cameroun est globalement négatif. Avec Bolloré Africa Logistics comme actionnaire de référence, Camrail exploite le réseau ferroviaire du Cameroun depuis le 1^{er} avril 1999 dans le cadre d'un contrat de concession signé avec l'État du Cameroun. Dix-sept ans plus tard, aucune des missions dévolues à l'Office du chemin de fer transcamerounais en termes de travaux de construction et de renouvellement des infrastructures n'a été réalisée. Les Camerounais aimeraient savoir combien de nouveaux bâtiments ont été construits, combien d'extensions ont été mises en place par Camrail, pourquoi l'écartement du rail camerounais est resté celui de l'époque coloniale. Le groupe Bolloré Africa Logistics a juste réorganisé le transport des marchandises et des personnes, rationalisé la gouvernance financière de l'ancienne Regifercam, importé de vieilles locomotives d'Amérique du Nord qui correspondent à l'écartement du rail au Cameroun et repeint les vieux wagons existant. Au vu et au su de tout le monde, avec la complicité des gouvernants actuels du Cameroun.

« Au Cameroun, les chemins de fer restent aux normes coloniales », entretien réalisé par Rosa Moussaoui avec Jean-Marc Bikoko, président de la Centrale syndicale du secteur public, dimanche 23 octobre, Humanite.fr

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire : _____
www.npa2009.org